



PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2014

Budget-programme pour 2014

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 22 377 880 dollars É.-U.

Le format du budget-programme de 2014 est aligné sur les priorités du nouveau Plan stratégique 2011-2015. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre nouveaux programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2014 s'élèvent à 3,77 millions de dollars, soit 19 % de plus qu'en 2013. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (3,70 M\$), appui aux programmes (70 220 \$), Changement climatique (18 480 \$), Biodiversité et gestion écosystémique (19 770 \$), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (14 910 \$) et Surveillance environnementale et gouvernance (17 060 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient augmenter de 12,5 % par rapport à 2013. Le budget prévoit 50 432 dollars pour financer l'augmentation des traitements, soit 2 % des frais de personnel du budget de base. Faute de crédits, le Secrétariat propose de ne verser que 50 % du rajustement des traitements prévu pour 2012 (données annuelles du marché).

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 18,60 millions de dollars soit 2,88 millions ou 18,3 % de plus qu'en 2013. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2013 ainsi que de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type.

La présentation du budget-programme de 2014 commence par une brève introduction de la nouvelle priorité stratégique et définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour 2014. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « à identifier », son inclusion dans le budget repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2014 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2014, 1,81 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Budget-programme pour 2014

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2014 s'élèvent à 22 377 880 dollars, soit 3 495 378 dollars ou 18,5 % de plus que le budget approuvé pour 2013 (18 882 502 dollars).

Cette augmentation est essentiellement liée à plusieurs projets du FEM, qui comprennent le projet Prévention, contrôle et gestion des espèces allogènes envahissantes dans les îles du Pacifique (GEF-PAS) et le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables – SIDS Dock (PIGGAREP). À ceux-ci s'ajoutent le projet FINPAC (gouvernement finlandais), le projet de l'USAID sur l'adaptation écosystémique, le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUE et le projet sur les déchets financé par l'Union européenne.

L'augmentation des dépenses entraînera la hausse des financements accordés aux Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays. Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation pour lesquels un financement est attendu en 2014.

Recettes

Le budget de 2014 est essentiellement financé par les donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'exercice 2014 s'élèvent à 22 377 880 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 3 776 284 dollars de recettes de base et de contributions complémentaires des Membres ; et b) 18 601 596 dollars de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (84,9 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 6,05 % pour les contributions des Membres (augmentation et contributions impayées comprises) et 9,05 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 1 069 774 dollars et ne représentent que 4,78 % des recettes totales pour 2014. Une augmentation de 22 % des contributions des Membres (234 594 dollars É.-U.) est recommandée par le Secrétariat pour 2014 et est incluse dans ce budget.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2014, 1 474 676 dollars de frais de gestion de programmes, contre 1 120 509 dollars en 2013. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets en cours ou à venir assurés par les donateurs à compter de janvier 2014. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas prélevés sur les financements directs accordés aux Membres, comme la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2013

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1)
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type (Tableau 3)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4)
- D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (Tableau 5)
- E. Composition des financements
- F. Barème et allocation des contributions pour 2014
- G. Présentation détaillée du budget-programme
- H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
- I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
- Annexes – Diagramme 1 – Dotation budgétaire pour 2013 par division
Diagramme 2 – Dotation budgétaire pour 2014 par division
Diagramme 3 – Évolution du budget entre 2002 et 2014

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2014 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2013			Budget révisé pour 2013			Budget pour 2014		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,776,284	18,601,596	22,377,880
DÉPENSES									
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	841,774	128,740	970,514	841,774	128,740	970,514	1,163,009	171,374	1,334,383
Services généraux	1,279,225		1,279,225	1,279,225		1,279,225	1,534,064		1,534,064
Information et communications	976,456		976,456	976,456		976,456	1,008,991	138,732	1,147,723
Direction générale et services administratifs	3,097,455	128,740	3,226,195	3,097,455	128,740	3,226,195	3,706,064	310,106	4,016,170
PROGRAMMES									
Changement climatique	17,600	10,240,208	10,257,808	17,600	10,240,208	10,257,808	18,480	9,406,013	9,424,493
Biodiversité et gestion écosystémique	19,440	2,914,016	2,933,456	19,440	2,914,016	2,933,456	19,770	3,468,417	3,488,187
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,090	1,007,050	1,021,140	14,090	1,007,050	1,021,140	14,910	3,924,168	3,939,078
Surveillance environnementale et gouvernance	16,610	1,427,293	1,443,903	16,610	1,427,293	1,443,903	17,060	1,492,892	1,509,952
Total programmes	67,740	15,588,567	15,656,307	67,740	15,588,567	15,656,307	70,220	18,291,490	18,361,710
TOTAL GÉNÉRAL	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,776,284	18,601,596	22,377,880
Excédent/(Déficit) net	-			0	0	0	0	0	0

Tableau 1 : État récapitulatif des dépenses et des recettes 2014

BUDGET DE BASE

(montants en dollars E.-U.)

	Budget approuvé 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014	Évolution %
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	1,069,774	14.30
Contributions impayées	50,000	50,000	50,000	
Nouvelles contributions des Membres	178,936	178,936	-	
Augmentation des contributions des Membres			234,594	
Intérêts	350,000	350,000	300,000	- 14.00
Financement par les bailleurs	222,000	222,000	250,000	12.60
Divers	300,000	300,000	320,220	6.74
Services de gestion des programmes	1,128,687	1,128,687	1,404,456	15.50
À identifier			147,240	
RECETTES ET REPORTS	3,165,195	3,165,195	3,776,284	
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	3,097,455	3,097,455	3,706,064	19.64
Changement climatique	17,600	17,600	18,480	5.00
Biodiversité et gestion écosystémique	19,440	19,440	19,770	1.60
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,090	14,090	14,910	5.80
Surveillance environnementale et gouvernance	16,610	16,610	17,060	2.70
DÉPENSES TOTALES	3,165,195	3,165,195	3,776,284	
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

	Budget approuvé 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014	Évolution %
RECETTES ET REPORTS				
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	1,069,774	14.30
Contributions impayées	50,000	50,000	50,000	
Nouvelles contributions des Membres	178,936	178,936	-	
Autres contributions des Membres			234,594	
Intérêts	350,000	350,000	300,000	- 14.00
Financement par les bailleurs	222,000	222,000	250,000	12.60
Divers	300,000	300,000	320,220	6.74
Services de gestion des programmes	1,128,687	1,128,687	1,404,456	15.50
À identifier			147,240	
RECETTES ET REPORTS	3,165,195	3,165,195	3,776,284	
DÉPENSES				
Personnel	1,947,090	1,947,090	2,192,114	12.58
Dépenses en capital	81,500	81,500	295,400	139.75
Consultants	39,500	39,500	192,500	387.34
Déplacements officiels	133,000	133,000	160,000	20.30
Frais généraux et fonctionnement	643,605	643,605	623,770	-3.08
Amélioration des résultats du personnel	50,000	50,000	50,000	
Manifestations spéciales (dont Conférence du PROE)	213,500	213,500	226,000	5.85
Formation (y compris ateliers et réunions)	57,000	57,000	36,500	-3.59
DÉPENSES TOTALES	3,165,195	3,165,195	3,776,284	
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 3: Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,400,584	1,400,584	2,493,236
NZAID	1,008,390	1,008,390	1,096,380
Financement direct			
Banque asiatique de développement	119,260	119,260	987,752
AusAID	1,830,210	1,830,210	371,266
Aus tripartite	-	-	-
Secrétariat du Commonwealth	-	-	-
Union européenne	-	-	2,444,790
Institut météorologique finlandais	368,385	368,385	604,406
AFD	272,025	272,025	293,700
OMI	55,000	55,000	55,000
Japon	193,500	193,500	-
NZXXB	70,440	70,440	30,000
NOAA	-	-	-
République populaire de Chine	-	-	-
Ramsar	86,045	86,045	85,000
Taiwan-République de Chine	40,000	40,000	-
TNC	-	-	-
FEM-PNUD	7,321,682	7,321,682	6,135,968
PNUE	1,392,208	1,392,208	2,548,919
USAID	859,715	859,715	651,138
Autres donateurs	354,705	354,705	545,292
À identifier	345,158	345,158	258,749
Recettes totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
DÉPENSES			
Changement climatique	10,240,208	10,240,208	9,406,013
Biodiversité et gestion écosystémique	2,914,016	2,914,016	3,468,417
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	1,007,050	1,007,050	3,924,168
Surveillance environnementale et gouvernance	1,427,293	1,427,293	1,492,892
Direction générale et services administratifs	128,740	128,740	310,106
Dépenses totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL (montants en dollars É.-U.)

	Budget 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,400,584	1,400,584	2,493,236
NZAID	1,008,390	1,008,390	1,096,380
Financement direct			
Banque asiatique de développement	119,260	119,260	987,752
AusAID	1,830,210	1,830,210	371,266
Aus tripartite	-	-	-
Secrétariat du Commonwealth	-	-	-
Union européenne	-	-	2,444,790
Institut météorologique finlandais	368,385	368,385	604,406
AFD	272,025	272,025	293,700
OMI	55,000	55,000	55,000
Japon	193,500	193,500	-
NZXXB	70,440	70,440	30,000
NOAA	-	-	-
République populaire de Chine	-	-	-
Ramsar	86,045	86,045	85,000
Taiwan-République de Chine	40,000	40,000	-
TNC	-	-	-
FEM-PNUD	7,321,682	7,321,682	6,135,968
PNUE	1,392,208	1,392,208	2,548,919
USAID	859,715	859,715	651,138
Autres donateurs	354,705	354,705	545,292
À identifier	345,158	345,158	258,749
Recettes totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	3,643,254	3,643,254	4,500,641
Consultant	1,489,013	1,489,013	2,579,793
Frais généraux et fonctionnement	1,074,503	1,074,503	1,351,489
Capital (équipements inclus)	47,450	47,450	164,279
Déplacements officiels	1,231,892	1,231,892	1,007,315
Formation (y compris ateliers et réunion)	1,589,930	1,589,930	1,535,168
Subventions	6,641,265	6,641,265	7,462,911
Dépenses totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET	% du budget total		TOTAUX
I) Budget de base			1,354,368
- Contributions actuelles des membres	4.78%	1,069,774	
- Arriérés de contribution	0.22%	50,000	
- Autres contributions des membres	1.05%	234,594	
II) Autres recettes			550,000
- Intérêts	1.34%	300,000	
- Autres recettes	1.12%	250,000	
III) Services de gestion des programmes			1,474,676
- Services de gestion des programmes	6.59%	1,474,676	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			4,905,720
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	11.14%	2,493,236	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	1.66%	371,266	
France			
- Gouvernement français	1.31%	293,700	
Japon	0.00%	-	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	4.90%	1,096,380	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	0.00%	-	
ETATS-UNIS			
- USAID	2.91%	651,138	
B). Financement multilatéral			13,011,835
- Banque asiatique de développement	4.41%	987,752	
- Union européenne	10.93%	2,444,790	
- Gouv. finlandais	2.70%	604,406	
- Fonds pour l'environnement mondial – SIDS Dock	4.59%	1,026,352	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	22.83%	5,109,616	
- Organisation maritime internationale	0.25%	55,000	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.38%	85,000	
- CE/PNUE	1.90%	425,195	
- FEM/PNUE	8.80%	1,968,564	
- PNUE	0.69%	155,160	
C). Autres			675,292
- Donateurs divers	3.02%	675,292	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$21,971,891
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	1.81%		\$405,989
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%		\$22,377,880

BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES POUR L'EXERCICE 2014

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	Quotes-parts actuelles
	%	\$
Samoa américaines	0.952%	10,184
Australie	17.303%	185,106
Îles Cook	0.952%	10,184
États fédérés de Micronésie	0.952%	10,184
Fidji	1.903%	20,360
France	12.545%	134,202
Polynésie française	1.903%	20,360
Guam	1.903%	20,360
Kiribati	0.952%	10,184
Îles Marshall	0.952%	10,184
Nauru	0.952%	10,184
Nouvelle-Calédonie	1.903%	20,360
Nouvelle-Zélande	12.545%	134,202
Nioué	0.952%	10,184
Mariannes du Nord	0.952%	10,184
Palaos	0.952%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.903%	20,360
Samoa	1.903%	20,360
Îles Salomon	1.903%	20,360
Tokélaou	0.952%	10,184
Tonga	0.952%	10,184
Tuvalu	0.952%	10,184
Royaume-Uni	12.545%	134,202
États-Unis d'Amérique	17.460%	186,787
Vanuatu	1.903%	20,360
Wallis et Futuna	0.952%	10,184
Total	100.000%	1,069,774

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Cette priorité du Plan stratégique découle directement des priorités des ÉTIO concernant le changement climatique qui, si elles sont ignorées, représentent un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs de développement durable. Le PROE continuera donc en 2014 d'appuyer la mise en œuvre des priorités des ÉTIO en matière d'adaptation et d'atténuation en adoptant des approches intégrées et coopératives.

Il continuera d'apporter une assistance et un appui techniques aux activités mises en œuvre sur le terrain par le biais du PACC, du PIGGAREP, de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI), de l'OMM dans le cadre du Partenariat pour le Bureau météorologique océanique, de la NOAA dans le cadre de l'observation des océans par le biais du PI-GOOS et des services météorologiques et climatologiques de la région grâce au partenariat précité, et de l'USAID dans le cadre des travaux d'adaptation menés à Kiribati et aux Îles Salomon (Choiseul). Le PROE continuera d'être l'un des principaux artisans de l'élaboration de la « nouvelle » stratégie régionale intégrée pour le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Il continuera également d'assurer les fonctions de secrétariat pour le Conseil météorologique océanique (CMO) et la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR). Il participera par ailleurs aux autres mécanismes de coordination régionale du changement climatique tels que le Sous-comité du CORP sur le changement climatique et son groupe d'appui de haut niveau (WACC).

Les nouveaux programmes comprendront le projet Finlande-Océanie pour la réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des pays insulaires du Pacifique sous l'effet du changement climatique (FINPAC) et le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PPCR) financé par les Fonds d'investissement climatiques et par le biais de la BASD. Le PROE continuera en 2014 de veiller à la communication et la collaboration efficaces entre ces nouveaux programmes et les programmes régionaux et nationaux existants.

Le Programme australien pour la science et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (PACCSAP) prend fin en 2013 et réduira considérablement la capacité du PROE à répondre aux priorités des ÉTIO dans ce domaine. Cela dit, le PROE ne doute pas qu'il continuera de coopérer avec l'AusAID et d'autres administrations australiennes, telles que le ministère du Changement climatique, le Bureau de météorologie et le CSIRO, à la reproduction de programmes existants ou à la mise en œuvre de nouveaux programmes. Parmi les autres grands enjeux de 2014, citons les phases finales du PACC et du PIGGAREP, dont la viabilité à long terme est menacée. Le Secrétariat est en pourparlers avec les donateurs et partenaires pour assurer la continuité de ces deux programmes grâce à l'expansion ou à la reproduction des activités actuelles ayant produit de bons résultats.

La mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) et de la Stratégie de communication sur le changement climatique dépend également du soutien des donateurs et le Secrétariat tient à aborder la question du financement et du soutien technique éventuellement disponibles à cette fin.

Les activités prévues pour 2014 comprennent :

- Soutien continu au suivi et à l'évaluation des enseignements tirés de la mise en œuvre du PIFACC
- Soutien continu à la mise en œuvre, au suivi-évaluation, au partage des enseignements et à la réalisation du bilan du PACC et du PIGGAREP
- Collaboration avec la GIZ concernant l'amélioration du Portail océanien sur le changement climatique (PCCP) et le projet Faire face au changement climatique en Océanie (CCPIR)
- Collaboration avec la CPS et l'AMCC (UE) concernant le projet sur les petits États insulaires océaniques (PSIS)
- Soutien continu au renforcement des capacités nationales en matière d'accès aux ressources sur le changement climatique et à la mise en œuvre sur le terrain
- Formation et assistance en matière de communication concernant les négociations et les processus de la CCNUCC
- Renforcement des capacités nationales sur l'application et la diffusion des données scientifiques sur le changement climatique, notamment du SMOC et du GOOS

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>
Netatua PELESIKOTI	Directrice de la division Changement climatique
Joyce TULUA	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Azarel MARINER	Assistante technique sur le changement climatique
Espen RONNEBERG	Conseiller en changement climatique
Neville KOOP	Conseiller en météorologie et climatologie (Secrétariat Commonwealth)
Salesa NIHMEI	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Rachael DEMPSEY	Spécialiste du changement climatique (GIZ)
Aaron BUNCLE	Économiste des ressources naturelles (Secrétariat du Commonwealth)
Tagaloa COOPER	Conseillère en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Philip WILES	Chargé du PI-GOOS
Makelesi GONELEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Taito NAKALEVU	Directeur du PACC
Peniamina LEAVAI	Chargé de la planification de l'adaptation (PACC)
Naheed HUSSEIN	Chargé des opérations et des finances (PACC)
Diane MCFADZIEN	Conseillère en adaptation au changement climatique
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 avec la division Biodiversité et gestion écosystémique)
Siliá UALESÍ	Responsable du PIGGAREP
Rodney LUI	Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique
Nixon KUA	Responsable de l'atténuation du changement climatique
Christina LEALA-GALE	Responsable du FINPAC
<i>Vacant</i>	<i>Responsable du SMOC-IP</i>
<i>4 nouvelles recrues</i>	<i>prévues pour le PPCR</i>

Volet : CC1 – Mise en œuvre de mesures d'adaptation

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation						
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes						
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	• Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales de développement	<div>1. Au moins 2 pays reçoivent un appui en vue de l'élaboration de Plans d'action nationaux conjoints (JNAP).</div> <div>2. Au moins 2 pays reçoivent une assistance en vue de l'intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies sectorielles et outils d'intégration élaborés dans le cadre du PPCR régional</div> <div>3. Activités de communication, de diffusion et de sensibilisation aux politiques nationales adoptées, y compris par le biais du Portail océanien sur le changement climatique</div> <div>4. Directive nationale sur la gestion des déchets des catastrophes climatiques élaborée</div> <div>5. Intégration des considérations liées au changement climatique dans le manuel d'exploitation d'un site d'élimination des déchets, en vue de leur utilisation dans d'autres structures connexes</div> <div>6. Ouvrages réalisés pour renforcer la résistance au changement climatique et améliorer un site d'élimination dans un pays pilote (amélioration du drainage, clôturage et entreposage à moyen terme de matières dangereuses)</div> <div>7. Au moins deux ateliers de formation organisés dans un pays pilote pour renforcer les capacités des agents locaux sur les applications des manuels/directives élaborés en vue de la gestion intégrée des décharges et du recyclage des déchets pour réduire la vulnérabilité au changement climatique liée aux déchets</div> <div>8. Soutien technique du PACC aux activités d'intégration apporté dans au moins 6 pays</div>	Sous-total – 1 022 325		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				136 666	879 758	5 900
				Source de financement		
				BAsD	493 876	
				AUXB	66 362	
AUXXB	14 740					
Soutien aux prog.	1 663					
PNUD-FEM	407 488					
USAID	36 380					
À identifier	1 815					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																				
			<div>9. Un document, rédigé par un spécialiste, identifiant les principaux enjeux et défis liés à l'intégration du changement climatique et des risques de catastrophes dans les plans sectoriels et nationaux dans le Pacifique.</div> <div>10. Évaluation rapide et rapport réalisés sur l'adaptation écosystémique dans le cadre de l'intégration</div> <div>11. Évaluations économiques de l'adaptation écosystémique réalisées pour des sites spécifiques</div> <div>12. Méthodes d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémique modifiées et testées pour intégrer le climat et les risques de catastrophes</div>																					
	<div>1.1.1.2</div> <div>D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet</div>	<div>•</div> <div>Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives</div>	<div>1. Mise en œuvre de projets pilotes dans les secteurs associés au littoral, à la sécurité et la production alimentaires et à l'eau dans au moins 7 ÉTIO</div> <div>2. Synthèse des rapports de l'analyse coûts-avantages</div> <div>3. Rapport de synthèse des activités d'adaptation tenant compte des sexospécificités dans au moins 7 ÉTIO mettant en œuvre le PACC</div> <div>4. Études de cas élaborées et appliquées à partir des expériences et des enseignements tirés de la mise en œuvre du PACC dans les pays</div> <div>5. Communication et documentation des enseignements du PACC en se fondant sur les activités nationales.</div> <div>6. Communication et documentation des enseignements du projet de Kiribati et du PACC+</div> <div>7. Mécanisme régional de soutien technique opérationnel pour résister aux impacts du changement climatique et aux catastrophes naturelles connexes</div> <div>8. Mécanisme précité jugé « satisfaisant » par au moins 20 % des clients dans le cadre du suivi-évaluation</div> <div>9. Élaboration d'un guide ou manuel sur les meilleures pratiques concernant les processus de développement de l'adaptation dans le secteur de la gestion des déchets</div>	<div><div>Sous-total – 3 974 901</div><table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>111 233</td><td>3 852 568</td><td>11 100</td></tr></table><div>Source de financement</div><table><tr><td>BAsD</td><td>493 876</td></tr><tr><td>AUXB</td><td>43 732</td></tr><tr><td>PNUD-FEM</td><td>1 692 792</td></tr><tr><td>PNUD (AusAID)</td><td>1 556 506</td></tr><tr><td>PNUE-FEM</td><td>5 000</td></tr><tr><td>USAID</td><td>181 180</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>1 815</td></tr></table></div>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	111 233	3 852 568	11 100	BAsD	493 876	AUXB	43 732	PNUD-FEM	1 692 792	PNUD (AusAID)	1 556 506	PNUE-FEM	5 000	USAID	181 180	À identifier	1 815
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
111 233	3 852 568	11 100																						
BAsD	493 876																							
AUXB	43 732																							
PNUD-FEM	1 692 792																							
PNUD (AusAID)	1 556 506																							
PNUE-FEM	5 000																							
USAID	181 180																							
À identifier	1 815																							

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
			10. Base de données créée sur les technologies et mesures d'adaptation adaptées au Pacifique dans le cadre du Portail océanien sur le changement climatique. 11. Bilan dressé d'au moins 5 études de cas sur l'adaptation. 12. Supports de sensibilisation à l'adaptation écosystémique élaborés 13. Assistance en matière de renforcement des capacités et orientations sur l'intégration de l'adaptation écosystémique dans le processus de révision des PANSB mises en œuvre			
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs	1. Formation sectorielle sur la vulnérabilité et l'adaptation (sécurité alimentaire, eau, processus et aménagement côtiers) et évaluation des risques 2. Activités de transposition à une plus grande échelle du PACC + menées dans au moins 3 pays 3. Formation technique sur la gestion de l'eau assurée à Kiribati			
CC1.2 – Stratégie : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
C1.1.2 Les initiatives régionales et la prestation des services ayant trait à la lutte contre le changement climatique sont bien coordonnées et cohérentes	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	1. Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation	1. Appui aux travaux de la PCCR, pour permettre une meilleure coordination régionale de l'adaptation 2. Décisions de la PCCR dûment mises en œuvre 3. Grille électronique sur les travaux d'adaptation menés dans la région élaborée et reliée au Portail sur le changement climatique. 4. Participation à la réunion des Partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) 5. Participation au Sous-comité du CORP sur le changement climatique et à son groupe de travail (WACC). 6. Activités d'adaptation écosystémique mises en œuvre conformément au PIFACC	Sous-total – 109 287		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				54 927	54 360	0
				Source de financement		
				AUXB AUXXB Soutien aux prog. PNUD-FEM À identifier	46 011 14 733 1 663 42 400 4 480	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
		2. Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place à l'appui des projets	1. Rapports sur les enseignements du PACC produits dans les délais prescrits et évaluation des progrès accomplis par rapport aux objectifs annuels 2. Élaboration et approbation de plans de travail régionaux et nationaux pluriannuels 3. Élaboration et approbation de plans de travail annuels 4. Plans de travail et rapports trimestriels approuvés et fonds octroyés			
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre	3. Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010	1. Demande d'accréditation en tant qu'institution régionale de mise en œuvre soumise au Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto	Sous-total – 62 799		
				Frais de personnel	Frais de fonction- nement	Frais d'investis- sement
				40 194	22 605	0
		Source de financement				
			AUXB AUXXB Soutien aux prog.	41 136 20 000 1 663		
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques						
CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques opportunes	• Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophe aux fins de l'élaboration de politiques	1. Participation à la feuille de route régionale sur le changement climatique et sur la gestion des risques de catastrophes	Sous-total – 1 992 198		
			2. Amélioration de la capacité des agents et institutions œuvrant dans le domaine climatique et gérant le PACC	Frais de personnel	Frais de fonction- nement	Frais d'investis- sement
			3. Formation des spécialistes régionaux et nationaux à l'utilisation du manuel sur la dimension hommes-femmes et le changement climatique et application aux projets et programmes sur le changement climatique	349 426	1 508 343	134 429
			Source de financement			
				AUXB AUXXB Gouv. finlandais Soutien aux prog. CPS/UE PNUD-FEM PNUD (AusAID) PNUE-FEM USAID À identifier	65 252 64 392 551 186 1 663 52 876 562 124 582 433 5 000 89 160 18 111	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
			5. Formation sur la sensibilisation au changement climatique et les méthodes d'adaptation écosystémique, et plus particulièrement la gestion intégrée de l'eau, assurée auprès de plusieurs divisions du gouvernement national et des administrations et communautés locales de Kiribati. 6. Base de données sur les compétences en matière d'adaptation au changement climatique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique. Base de données sur les compétences en matière d'adaptation écosystémique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique. 7. Élaborer des idées-cadres et des propositions de projets et mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique et le soutien au Conseil météorologique océanien (CMO). 8. Activités du FINPAC liées au renforcement des capacités des SMN en matière de services climatologiques menées auprès des gouvernements participants.			
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées chez les Membres grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement du portail sur le changement climatique 	1. Organiser un atelier régional de formation de trois jours aux Fidji pour sept ÉTIO 2. Mise à jour du portail océanien sur le changement climatique – amélioration des bases de données sur le changement climatique pour inclure les fonctions des SIG, etc. 3. Participer aux réunions et consultations pertinentes sur le portail aux Fidji, etc. 4. Réaliser des activités régionales de sensibilisation et de formation 5. Fournir régulièrement des informations sur l'adaptation au portail sur le changement climatique, notamment sur les enseignements tirés du PACC + 6. Rassembler et diffuser à la région des informations sur les meilleures techniques/approches de gestion des déchets et les mesures d'adaptation pouvant être appliquées aux ÉTIO 7. Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à appeler l'attention sur le PIFACC (DVD, publications, réseaux d'apprentissage, portails, etc.)	Sous-total – 262 278		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				166 570	95 708	0
				Source de financement		
				AUXB	39 132	
				AUXXB	78 578	
				Soutien aux prog.	1 478	
				CPS/UE	51 995	
				USAID	19 227	
				À identifier	71 868	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																																			
			8. Produits d'éducation et de sensibilisation élaborés, tels que la méthode d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémique 9. Mécanismes de gestion des connaissances et de renforcement des capacités élaborés																																				
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique	1. Élaborer un programme de sensibilisation et de formation pour le Portail océanien sur le changement climatique 2. Élaborer des concepts et des projets en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de communication sur le changement climatique 3. Bulletin mensuel <i>Climate Change Matters</i> (CCM) préparé et diffusé																																				
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquats afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux	<ul style="list-style-type: none">Proportion des recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre	1. Établissement des rapports nécessaires aux partenaires techniques du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMDP), aux dirigeants du Forum des îles du Pacifique, au groupe de gestion du Conseil régional V de l'OMM, et au Conseil météorologique océanien (CMO) sur les résultats du PMDP et les progrès du CMO et de la PIMS 2. Élaboration par le PMDP d'un programme d'appui aux services météorologiques nationaux compatible avec la PIMS en vue de sa mise en œuvre en 2014 3. Mobilisation de ressources par le PMDP en vue de la mise en œuvre des activités prévues pour 2014 4. Faciliter la participation des Membres insulaires océaniques à la PIMS dans la feuille de route sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes 5. Mise en œuvre de la phase 2 du projet Finlande-PROE en 2014, conformément au plan final de mise en œuvre, et lancement des activités nationales dans au moins deux pays 6. Poursuite de la mise en œuvre de la phase 2 du projet Finlande-PROE dans tous les pays participants 7. Financement obtenu pour permettre l'installation de systèmes de gestion de la qualité dans au moins 10 SMN de la région d'ici fin 2014	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 342 170</th></tr><tr><th>Frais de personnel</th><th>Frais de fonctionnement</th><th>Frais d'investissement</th></tr><tr><td>164 056</td><td>177 514</td><td>600</td></tr><tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">65 085</td></tr><tr><td>AusAID autres</td><td colspan="2">9 240</td></tr><tr><td>Gouv. finlandais</td><td colspan="2">53 220</td></tr><tr><td>Donateurs multiples</td><td colspan="2">79 670</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">108 140</td></tr><tr><td>OMM</td><td colspan="2">25 000</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2">1 815</td></tr></table>			Sous-total – 342 170			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	164 056	177 514	600	Source de financement			AUXB	65 085		AusAID autres	9 240		Gouv. finlandais	53 220		Donateurs multiples	79 670		NZXB	108 140		OMM	25 000		À identifier	1 815	
Sous-total – 342 170																																							
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																					
164 056	177 514	600																																					
Source de financement																																							
AUXB	65 085																																						
AusAID autres	9 240																																						
Gouv. finlandais	53 220																																						
Donateurs multiples	79 670																																						
NZXB	108 140																																						
OMM	25 000																																						
À identifier	1 815																																						

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles 	<ol style="list-style-type: none"> Mobilisation des ressources nécessaires en vue du recrutement du chargé du SMOC-IP au premier trimestre 2014 Activités du PI-GOOS mises en œuvre dans au moins 8 pays insulaires océaniques avec au moins un atelier régional conjoint sur les services de données océanographiques et climatologiques organisé Organisation par le PI-GOOS et le SMOC-IP d'une réunion de leurs comités consultatifs respectifs en vue de l'examen d'une proposition de fusion des comités et des plans de mise en œuvre (en rapport avec les plans du PMDP) Installation de bases de données climatologiques (reliées au Portail sur le changement climatique) par le PMDP et fourniture d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités et de formation en météorologie et climatologie dans au moins 10 pays insulaires océaniques Élaboration par le PMDP de documents électroniques sur les services de données climatologiques et océanographiques, y compris d'un bulletin trimestriel sur les activités du SMOC-IP et du PI-GOOS Préparation par le PMDP d'au moins un document d'information des pays insulaires océaniques avant la Conférence des Parties à la CCNUCC Participation du PMDP aux efforts de prévisions climatiques menés dans les pays Le PMDP contribuera à établir des liens avec les services climatologiques fournis par les SMN à un plus vaste public par le biais du PPCP Préparation entamée en vue de la réunion du CMO de 2015 	Sous-total – 116 426		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				71 659	44 768	0
				Source de financement		
				AUXB Donateurs multiples NOAA Soutien aux prog.	65 030 19 917 30 000 1 478	
		<ul style="list-style-type: none"> Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux 	<ol style="list-style-type: none"> Assistance reçue par au moins 10 SMN de pays insulaires océaniques, conformément aux besoins recensés par la 14e réunion régionale des directeurs des services météorologiques et liens établis avec 1.2.1.3 et 1.2.1.4 Projections climatiques trimestrielles du bulletin ICU diffusées par communiqués de presse mensuels 			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
CC2.2 – Stratégie : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	• Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation	1. Mise en œuvre du programme de sensibilisation des médias et participation aux efforts régionaux de communication et liens établis avec 1.2.1.2 2. Élaboration de nouveaux supports de sensibilisation au changement climatique 3. Formation régionale des médias et des experts techniques 4. Campagne médiatique « Périples océaniques » à la 18 ^e Conférence des Parties 5. Processus décisionnel national sur le changement climatique intégré à la gestion des déchets dans le cadre d'un processus de planification nationale intégré 6. Supports pédagogiques produits et diffusés 7. Processus décisionnel national sur le changement climatique intégré à l'adaptation écosystémique dans le cadre d'un processus de planification nationale intégré 8. Soutien à l'élaboration du programme SEREAD et utilisation des matériels didactiques	Sous-total – 109 798		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				82 588	27 210	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. CPS/UE USAID À identifier	43 997 1 478 44 316 19 227 780	
CC2.3 – Stratégie : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents						
C1.2.3 Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l'adaptation	1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique	• Proportion de pays insulaires océaniques participant aux négociations de la CCNUCC	1. Formation en négociation organisée avant la 19 ^e Conférence des Parties 2. Réunions préparatoires avant au moins deux sessions (OSASTT et Conférence des Parties) 3. Poursuite de la mise en œuvre d'un programme d'encadrement des nouveaux délégués par des négociateurs plus expérimentés. 4. Notes d'information préparées avant les sessions de l'OSASTT et de la Conférence des Parties 5. Analyse effectuée après les sessions de la CCNUCC et la Conférence des Parties. 6. Liste de diffusion des négociateurs océaniques créée et active entre les sessions. 7. Coordination de la contribution océanique au programme de travail de la CCNUCC sur les pertes et les préjudices. 8. Enseignements et supports pédagogiques produits par la deuxième phase de l'ICCAI et pris en compte dans les négociations	Sous-total – 63 527		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				38 777	24 750	0
				Source de financement		
				AUXB	63 527	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none">Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC	1. Voir 1.1.1.2 2. Veiller à ce que la série de publications du PACC soit évaluée par des pairs 3. Enseignements de la deuxième phase de l'ICCAI documentés dans des rapports soumis à un comité de lecture et au processus du GIEC	Sous-total – 29 735		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				25 005	4 730	0
				Source de financement		
			AUXB Soutien aux prog. À identifier	27 842 1 478 415		
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES						
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none">Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010	1. Soutien à l'élaboration de demandes de financement en vue de la mise en œuvre d'activités d'atténuation visant le rendement énergétique et les énergies renouvelables dans 2 pays insulaires océaniques	Sous-total – 32 173		
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées d'ici 2015	1. Appui fourni à 2 pays insulaires océaniques en vue de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		<ul style="list-style-type: none">Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	1. Suivi et évaluation réalisés	30 973	1 200	0
		Source de financement				
			AUXB Soutien aux prog. PNUD-FEM	10 228 1 478 20 467		
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	<ul style="list-style-type: none">Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici 2015	1. Appui aux cibles ou feuilles de routes nationales dans 1 pays insulaire océanique	Sous-total – 1 234 029		
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015	1. Soutien apporté à au moins 1 étude de faisabilité sur les énergies renouvelables	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE	1. Soutien apporté à au moins 2 pays insulaires océaniques en matière de développement des technologies d'exploitation des énergies renouvelables	146 575	1 084 454	3 000
		<ul style="list-style-type: none">Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	1. Suivi et évaluation des activités du PIGGAREP dans 11 pays insulaires océaniques	Source de financement		
			AUXB Soutien aux prog. PNUD-SIDS Dock PNUD-FEM	10 228 1 478 1 026 352 195 971		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés d'ici 2015	1. Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de la mise à jour d'inventaires de GES et évaluation des besoins technologiques, en collaboration avec la CPS	Sous-total – 41 273		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				30 973	10 300	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. PNUD-FEM	10 228 1 478 29 567	
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone d'ici 2015	1. Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de projets sur le MDP	Sous-total – 31 573		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				30 973	600	0
				Source de financement		
		<ul style="list-style-type: none">Capacité au niveau régional pour appuyer la mise en œuvre nationale des travaux d'atténuation	1. Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue du développement des capacités sur le MDP	AUXB Soutien aux prog. PNUD-FEM	10 228 1 478 19 867	

TOTAL PRIORITÉ 1	Frais de personnel	1 480 597 \$
	Frais de fonctionnement	7 788 867 \$
	Frais d'investissement	155 029 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>9 424 493 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT																												
Frais de personnel :	<table> <tr><td>AUXB</td><td>489 583</td></tr> <tr><td>AUXXB</td><td>167 011</td></tr> <tr><td>Gouv. finlandais</td><td>85 310</td></tr> <tr><td>Donateurs multiples</td><td>99 587</td></tr> <tr><td>Soutien aux prog.</td><td>18 480</td></tr> <tr><td>CPS/UE</td><td>99 187</td></tr> <tr><td>PNUD-FEM</td><td>482 986</td></tr> <tr><td>USAID</td><td>38 453</td></tr> </table>	AUXB	489 583	AUXXB	167 011	Gouv. finlandais	85 310	Donateurs multiples	99 587	Soutien aux prog.	18 480	CPS/UE	99 187	PNUD-FEM	482 986	USAID	38 453												
AUXB	489 583																												
AUXXB	167 011																												
Gouv. finlandais	85 310																												
Donateurs multiples	99 587																												
Soutien aux prog.	18 480																												
CPS/UE	99 187																												
PNUD-FEM	482 986																												
USAID	38 453																												
Frais de fonctionnement :	<table> <tr><td>BAsD</td><td>987 752</td></tr> <tr><td>AUXB</td><td>112 535</td></tr> <tr><td>AUXXB</td><td>25 432</td></tr> <tr><td>AusAID autres</td><td>9 240</td></tr> <tr><td>Gouv. finlandais</td><td>395 067</td></tr> <tr><td>NOAA</td><td>30 000</td></tr> <tr><td>NZXB</td><td>108 140</td></tr> <tr><td>CPS/UE</td><td>50 000</td></tr> <tr><td>PNUD-FEM</td><td>2 472 591</td></tr> <tr><td>PNUD-SIDS Dock</td><td>1 026 352</td></tr> <tr><td>PNUD AusAID</td><td>2 138 939</td></tr> <tr><td>USAID</td><td>306 720</td></tr> <tr><td>OMM</td><td>25 000</td></tr> <tr><td>À identifier</td><td>101 099</td></tr> </table>	BAsD	987 752	AUXB	112 535	AUXXB	25 432	AusAID autres	9 240	Gouv. finlandais	395 067	NOAA	30 000	NZXB	108 140	CPS/UE	50 000	PNUD-FEM	2 472 591	PNUD-SIDS Dock	1 026 352	PNUD AusAID	2 138 939	USAID	306 720	OMM	25 000	À identifier	101 099
BAsD	987 752																												
AUXB	112 535																												
AUXXB	25 432																												
AusAID autres	9 240																												
Gouv. finlandais	395 067																												
NOAA	30 000																												
NZXB	108 140																												
CPS/UE	50 000																												
PNUD-FEM	2 472 591																												
PNUD-SIDS Dock	1 026 352																												
PNUD AusAID	2 138 939																												
USAID	306 720																												
OMM	25 000																												
À identifier	101 099																												
Frais d'investissement :	<table> <tr><td>AUXB</td><td>5 900</td></tr> <tr><td>Gouv. finlandais</td><td>124 029</td></tr> <tr><td>PNUD-FEM</td><td>15 100</td></tr> <tr><td>PNUE-FEM</td><td>10 000</td></tr> </table>	AUXB	5 900	Gouv. finlandais	124 029	PNUD-FEM	15 100	PNUE-FEM	10 000																				
AUXB	5 900																												
Gouv. finlandais	124 029																												
PNUD-FEM	15 100																												
PNUE-FEM	10 000																												
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	9 323 394																												
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	101 099																												

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.

Contexte stratégique

La division Biodiversité et gestion écosystémique : fournira un soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; apportera une assistance technique axée sur l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices ; et contribuera à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2014 comprennent :

- Appui à la révision et à la mise en œuvre des PANSB
- Appui aux pays insulaires océaniques pendant la 12^e CdP à la CDB
- Diffusion des résultats de l'évaluation de l'état de la conservation en Océanie
- Finalisation de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature 2014-2019
- Mise en œuvre du projet sur la biodiversité insulaire financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable
- Mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes et préparation d'une vaste proposition régionale en vue de sa soumission à FEM-6
- Soutien à la conservation et à la gestion des milieux côtiers et marins, notamment au cadre Paysage océanique
- Mise en œuvre du projet PACIOCEA
- Mise en œuvre des projets d'adaptation écosystémique aux Îles Salomon, aux Fidji et aux Îles Cook

- Mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides et actualisation des inventaires nationaux des zones humides
- Mise en œuvre des plans d'action du Programme régional sur les espèces marines
- Mise en œuvre du projet de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme, financé par l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale
- Promotion de l'adhésion des pays insulaires océaniques à la CDB, la CMS, la CITES et la Convention de Ramsar, et renforcement des liens avec ces conventions

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Stuart CHAPE	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Easter GALUVAO	Conseillère en biodiversité
Bruce JEFFRIES	Conseiller en gestion des écosystèmes terrestres
Neil WALKINSHAW	Coordinateur de la 9 ^e Conférence pour la conservation de la nature
Tim CARRUTHERS	Conseiller en gestion côtière et marine
Pascale SALAUN	Spécialiste en gestion et conservation du milieu marin
Vainuupo JUNGBLUT	Responsable Ramsar pour l'Océanie
Paul DONOGHUE	Spécialiste de l'adaptation écosystémique
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la division Changement climatique)
David MOVERLEY	Spécialiste des espèces envahissantes
Posa SKELTON	Coordinateur du PILN
Gianluca SERRA	Coordinateur des projets du FEM
<i>En cours de recrutement</i>	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices
Penina SOLOMONA	Agente océanique chargée de la CMS
Catherine SIOTA	Responsable de la base de données sur les tortues
Makerita ATIGA	Secrétaire du directeur/Assistante de division

Volet : BEM 1.1 – ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES ET INSULAIRES

OBJECTIF : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques						
BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région						
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<div>1. Gérer les aspects techniques et administratifs, le suivi et l'exécution financière du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire, notamment en coordonnant la mise en œuvre d'activités régionales et nationales spécifiques aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu</div> <div>2. Intégrer les informations et recommandations des évaluations rapides de la biodiversité (BIORAP) réalisées à Nauru et aux Tonga dans les rapports sur l'état de l'environnement et les bilans des PANSB</div> <div>3. Intégrer les données et recommandations de l'évaluation de l'état de la conservation en Océanie aux niveaux régional et national dans les rapports sur l'état de l'environnement et les bilans des PANSB</div> <div>4. Organiser une réunion préparatoire océanienne en vue de la 12^e CdP à la CDB</div> <div>5. Préparer un dossier océanien pour la 12^e CdP comprenant une stratégie de mobilisation</div> <div>6. Fournir à la demande un appui technique dans le cadre du bilan et de la mise à jour des PANSB</div> <div>7. Parachever la Stratégie d'action pour la conservation de la nature 2014-2019 en vue de son adoption à la 25^e Conférence du PROE</div> <div>8. Fournir une assistance aux ÉTIO en vue de l'alignement des priorités des PANSB sur la nouvelle Stratégie d'action pour la conservation de la nature océanienne</div> <div>9. Fournir un appui et une assistance technique à la réunion des PÉID</div> <div>10. Fournir une assistance aux correspondants des territoires français en vue de la rédaction des instruments équivalents aux PANSB</div>	Sous-total – 344 736		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				109 414	235 322	0
				Source de financement		
				AUXB	114 535	
				AUXXB	11 000	
FEM-PNUE	200 556					
NZXB	12 652					
Soutien aux prog.	1 384					
À identifier	4 610					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB)	• Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées	1. Fournir un appui technique et financier en vue de la mise en œuvre des activités du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu 2. Fournir un appui technique en vue de la révision et de la mise en œuvre des plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées (PoWPA) 3. Mobiliser des fonds auprès de <i>Life Web</i> en vue de la mise en œuvre des plans d'action du PoWPA 4. Fournir une assistance technique aux Îles Cook en vue de la création et de l'élaboration d'un plan de gestion pour le parc marin des Îles Cook, dans le cadre du mémorandum d'entente entre les Îles Cook, le PROE, CI et l'UICN 5. Fournir un soutien au Samoa en vue de la promotion de la gestion durable et de l'expansion des aires protégées 6. Fournir une assistance en vue de la mise en place d'un accord de jumelage entre le Parc marin de la mer de Corail en Nouvelle-Calédonie et le Parc marin des Îles Cook (avec CI) 7. Participer aux efforts déployés dans le cadre du Patrimoine mondial de l'UNESCO pour renforcer les moyens de gestion et les capacités de gestion durable dans les territoires français et les ÉTIO	Sous-total – 358 891		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				90 355	268 536	0
				Source de financement		
				AUXB UE FEM-PNUE À identifier	114 058 6 160 232 874 5 800	
	2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien	• Nombre de Membres gérant une aire marine protégée	1. Fournir une assistance technique à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu en vue de la création d'aires marines protégées et de l'élaboration de normes de gestion dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire 2. Poursuivre la mise en place d'un « réseau de réseaux » d'aires marines protégées pour l'ensemble du Pacifique 3. Coopérer avec PEW en Nouvelle-Calédonie en vue de la création de réserves marines où la pêche est interdite	Sous-total – 199 338		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				26 496	172 842	0
				Source de financement		
				AUXB FEM-PNUE NZXB Parties aux conventions	15 478 160 208 12 652 11 000	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	2.1.1.4 Au moins une initiative régionale du cadre Paysage océanique pleinement opérationnelle	• Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles	<ol style="list-style-type: none"> Intégrer les concepts et principes du cadre Paysage océanique et les outils d'aménagement de l'espace maritime dans les normes ouvertes des programmes de formation en conservation destinés à Nauru et aux Tonga Participer au Groupe de travail du secteur marin, y compris à la préparation de demandes de financement et à la fourniture d'assistance technique au Commissaire de l'océan pour encourager et développer les initiatives du Paysage océanique, et contribuer à la diffusion d'informations et à la mise en œuvre du cadre Paysage océanique dans les territoires français Organiser en Polynésie française et au Samoa des ateliers sur l'aménagement de l'espace maritime dans le cadre du projet PACIOCEA Organiser la Conférence des Parties à la Convention de Nouméa Communiquer les besoins et possibilités en matière d'aménagement de l'espace maritime en Océanie, grâce à la mise en œuvre des projets GIZ-UICN-PROE MACBIO et AAMP-PROE PACIOCEA Représenter le PROE aux comités directeurs des projets RESCCUE et INTEGRE de la CPS Mettre en œuvre les volets du projet MACBIO relevant du PROE Collaborer aux activités de l'IFRECOR dans les territoires français 	Sous-total – 363 907		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				60 341	301 066	2 500
				Source de financement		
				AUXB	73 041	
				UE	186 016	
				GIZ	96 320	
				Parties aux conventions	7 260	
				À identifier	1 270	
	2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	• Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique à au moins un pays insulaire océanique en vue des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar Fournir une assistance technique à deux pays insulaires océaniques en vue d'achever le processus de ratification de la Convention de Ramsar Fournir un appui technique au représentant océanique à la 47^e session du Comité permanent Ramsar Fournir une assistance technique à au moins deux pays insulaires océaniques signataires en vue de la désignation de nouveaux sites Ramsar 	Sous-total – 68 042		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 752	22 040	250
				Source de financement		
				Convention de Ramsar	59 857	
				À identifier	8 185	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US															
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	• Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	5. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides 2014 dans les ÉTIO	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 115 449</th></tr><tr><th>Frais de personnel</th><th>Frais de fonctionnement</th><th>Frais d'investissement</th></tr><tr><td>42 437</td><td>73 012</td><td>0</td></tr><tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr><tr><td>AUXB AUXXB FEM-PNUE Parties aux conventions Convention de Ramsar À identifier</td><td>6 034 18 075 40 099 13 000 34 851 3 390</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 115 449			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	42 437	73 012	0	Source de financement			AUXB AUXXB FEM-PNUE Parties aux conventions Convention de Ramsar À identifier	6 034 18 075 40 099 13 000 34 851 3 390	
			Sous-total – 115 449																
			Frais de personnel		Frais de fonctionnement	Frais d'investissement													
			42 437		73 012	0													
			Source de financement																
AUXB AUXXB FEM-PNUE Parties aux conventions Convention de Ramsar À identifier	6 034 18 075 40 099 13 000 34 851 3 390																		
6. Fournir une assistance technique à un comité national sur les zones humides dans un pays insulaire océanien																			
7. Mobiliser des fonds en vue de la 6 ^e Réunion océanienne préparatoire à la 12 ^e CdP à la Convention de Ramsar (ORM-6)																			
1. Fournir une assistance aux Îles Cook en vue de la planification et de la gestion des zones humides de Mitiaro dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire																			
2. Coordonner la mise à jour des inventaires nationaux des zones humides d'au moins 2 ÉTIO																			
3. Mobiliser des financements auprès des partenaires régionaux en vue de la mise à jour des inventaires régionaux des zones humides																			
4. Fournir un appui en vue de la mise à jour des inventaires des zones humides, en favorisant la diffusion à un vaste public																			
5. Mettre à jour l'archive sur les mangroves du Pacifique (PacMan) à l'aide de données nationales provenant d'au moins 2 pays insulaires océaniques																			
6. Veiller au partage des données pertinentes sur les zones humides entre les pays insulaires océaniques et les partenaires par le biais de la liste de diffusion <i>Pacific Wetlands</i>																			
B2.1.2 Adaptation écosystémique largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires	• Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique	1. Promouvoir l'intégration des principes de l'adaptation écosystémique dans les normes ouvertes en matière de conservation à Nauru et aux Tonga	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 427 152</th></tr><tr><th>Frais de personnel</th><th>Frais de fonctionnement</th><th>Frais d'investissement</th></tr><tr><td>185 478</td><td>241 674</td><td>0</td></tr><tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr><tr><td>AUXB AUXXB NZXB Soutien aux prog. Convention de Ramsar PNUE USAID</td><td>34 943 23 100 12 652 1 384 9 508 39 600 305 965</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 427 152			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	185 478	241 674	0	Source de financement			AUXB AUXXB NZXB Soutien aux prog. Convention de Ramsar PNUE USAID	34 943 23 100 12 652 1 384 9 508 39 600 305 965	
Sous-total – 427 152																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
185 478	241 674	0																	
Source de financement																			
AUXB AUXXB NZXB Soutien aux prog. Convention de Ramsar PNUE USAID	34 943 23 100 12 652 1 384 9 508 39 600 305 965																		
2. Coordonner les discussions sur l'intégration des principes de l'adaptation écosystémique dans le processus de révision et de mise à jour des PANSB																			
3. Documenter, publier et diffuser des études de cas sur l'adaptation écosystémique																			
4. Évaluer les options d'adaptation des bassins versants et élaborer un processus de planification du suivi et de l'évaluation de l'adaptation destiné à Lami Town (Fidji)																			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
			<div>5. Réaliser un projet d'adaptation écosystémique à Rarotonga (Îles Cook)</div> <div>6. Mettre en œuvre les activités d'adaptation écosystémique financées par l'USAID dans le cadre du programme d'adaptation intégrée mené dans la province de Choiseul (Îles Salomon)</div> <div>7. Élaborer des supports de communication pour promouvoir l'adaptation écosystémique aux Îles Salomon</div> <div>8. Promouvoir et diffuser les résultats et produits du projet de l'ICCAI sur l'adaptation écosystémique en milieu côtier</div> <div>Rechercher des possibilités de reproduction des expériences d'adaptation écosystémique en milieu côtier dans d'autres ÉTIO</div>			
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<div>• Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels</div>	<div>1. Étudier les possibilités de renforcer les activités de développement des capacités sur les aires protégées dans le cadre du projet BIOPAMA de l'UICN</div> <div>2. Fournir une assistance technique aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du plan d'action du PoWPA</div> <div>3. Diriger la planification et la mise en œuvre des activités du groupe de travail sur les aires protégées de la Table ronde des îles du Pacifique</div> <div>4. Apporter un appui à la Table ronde en collaboration étroite avec son président, ses membres et ses groupes de travail</div> <div>5. Préparer et diffuser les comptes rendus de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées et les textes adoptés à cette occasion</div>	Sous-total – 39 393		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				31 291	8 102	0
				Source de financement		
				AUXB NZXB Soutien aux prog. À identifier		22 547 12 652 1 384 2 810
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME	<div>• Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques</div>	<div>1. Développer des méthodologies pour appuyer l'intégration des obligations déclaratives découlant des AME dans les enquêtes et les rapports sur la conservation de la biodiversité et les aires protégées</div> <div>2. Élaborer et mener des activités conjointes visant à harmoniser la mise en œuvre nationale de la CDB, de la CMS et de la Convention de Ramsar</div>	Sous-total – 29 666		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				26 817	2 849	0
				Source de financement		
				AUXB NZXB Soutien aux prog. Convention de Ramsar		10 807 12 652 1 384 4 823

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d’actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d’un projet du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) sur cette question	2.1.5.1 Recensement du nombre d’aires d’importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB	<ul style="list-style-type: none">Nombre d’aires d’importance écologique ou biologique (AIEB) recensées	1. Identifier et cartographier les AIEB dans le contexte du cadre Paysage océanique et procéder à l’aménagement de l’espace maritime à Nauru et aux Tonga [Note : la cible a globalement été atteinte]	Sous-total – 13 838		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis-sement
				11 237	2 602	0
				Source de financement		
				NZXB Soutien aux prog.	12 652 1 186	
BEM2 Espèces menacées et migratrices						
BEM2.1 – STRATÉGIE : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices						
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 D’ici 2012, révision et actualisation du Plan d’action régional sur les espèces marines	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	1. Voir 2.2.2.2, activité 4	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis-sement
				Source de financement		
	2.2.1.2 D’ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d’entente	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d’entente	1. Fournir une assistance technique à au moins deux ÉTIO signataires en vue de leur adhésion à la CMS et de leur signature du mémorandum d’entente associé 2. Attirer l’attention sur la CMS dans la région en réalisant des missions dans les pays, en présentant des exposés, en l’intégrant dans les plans régionaux/nationaux de gestion des espèces, et en menant des actions de communication 3. Fournir à la demande un appui technique aux Membres en vue de la mise en œuvre des obligations découlant de la CMS	Sous-total – 116 280		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis-sement
96 684				19 597	0	
Source de financement						
			AUXB CMS NZXB Soutien aux prog. À identifier	15 000 85 447 12 652 1 186 1 995		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents	• Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces	1. Intégrer les résultats des évaluations rapides de la biodiversité (BIORAP) réalisées à Nauru et aux Tonga dans les principales bases de données régionales sur les espèces 2. Collaborer avec les organisations et programmes internationaux et régionaux dont les activités correspondent aux priorités régionales sur les espèces (dont les AME sur la biodiversité, la protection de la nature, le cadre Paysage océanique, l'initiative Triangle de corail)	Sous-total – 20 473		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				15 572	4 901	0
				Source de financement		
				NZXB		20 473
	2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces	• Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre	1. Coordonner les activités relevant du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée pour appuyer l'élaboration de plans de rétablissement des espèces (mégapode endémique aux Tonga, noddie noir et gygis blanche à Nauru) 2. Fournir une assistance technique aux Membres en vue de l'élaboration de mécanismes de gestion des espèces marines, notamment par : o la mise en place de nouveaux réseaux de surveillance communautaire des tortues marines aux Îles Salomon et à Kiribati (ministère de la Conservation de Nouvelle-Zélande) ; o la création de sanctuaires ou modification des sanctuaires existants de sorte à inclure les principales espèces marines. 3. Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines ou de rétablissement de ces espèces 4. Fournir une assistance technique à au moins deux Membres en vue de l'intégration des activités du Plan d'action sur les espèces marines dans les PANSB 5. Fournir une assistance technique et financière aux Membres en vue de la mise en œuvre nationale du Plan d'action sur les espèces marines 2013-2017	Sous-total – 80 329		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				36 588	43 741	0
				Source de financement		
				AUXXB FEM-PNUE NZXB		7 216 34 655 38 459
	2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	• Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	1. Assistance technique et financière en vue de la révision ou de l'élaboration de lois sur les espèces marines, couvrant notamment : o les sanctuaires baleiniers ; o les études d'impact sur les dugongs et les directives sur l'aménagement du littoral.	Sous-total – 30 922		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				22 353	8 569	0
Source de financement						
AUXXB NZXB Soutien aux prog				4 784 24 952 1 186		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS 	<ol style="list-style-type: none"> Faciliter la bonne exécution des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris : <ul style="list-style-type: none"> la formation à TREDS à la demande des ÉTIO ; la coordination et la fourniture de services concernant les bases de données sur les tortues ; la fourniture d'assistance en cas de difficulté ; l'utilisation des technologies appropriées pour communiquer plus efficacement ; la distribution, si nécessaire, de bagues et d'applicateurs aux correspondants de TREDS ; Obtenir des ressources pour : <ul style="list-style-type: none"> faciliter le développement et l'utilisation de TREDS ; acheter des bagues, applicateurs et autres ressources ; Préparer le rapport annuel sur TREDS en : <ul style="list-style-type: none"> procédant à l'analyse de la base de données ; actualisant l'inventaire des bagues fournies par le PROE aux ÉTIO ; Veiller à la fonctionnalité et à bonne utilisation de TREDS Faire mieux connaître TREDS grâce à : <ul style="list-style-type: none"> des supports de sensibilisation ; au moins 3 articles sur internet, dans la presse ou à la radio Fournir une assistance en vue de la mise en œuvre du programme sur les espèces menacées et migratrices, notamment en : <ul style="list-style-type: none"> développant des bases de données sur les baleines et les dauphins ; appuyant la création de réseaux de surveillance communautaire des tortues marines Contribuer à la formation sur la base de données TREDS en Nouvelle-Calédonie 	Sous-total – 111 308		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				88 376	21 433	1 500
				Source de financement		
				AUXB	98 020	
				NZXB	12 102	
				Soutien aux prog.	1 186	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.2.4 Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité	2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces	<ol style="list-style-type: none">Réaliser une évaluation documentaire de l'état des populations (couvrant notamment les efforts de gestion) des espèces menacées et migratrices (marines et terrestres) visées (en danger critique d'extinction, en danger) et définir une situation de référence en vue de comparaisons ultérieuresCoordonner les réseaux océaniques sur les cétacés, les dugongs, les tortues marines et les requins	Sous-total – 35 097		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				25 961	9 136	0
				Source de financement		
				NZXB		33 911
Soutien aux prog.		1 186				
B2.2.5 Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES	<ol style="list-style-type: none">Promouvoir la ratification de la CITES dans la région en organisant des missions dans les pays et des exposés aux réunions et fournir une assistance aux processus pour permettre à d'autres Membres de devenir partie à la CITESPoursuivre la collaboration avec la CITES en vue de la création d'un poste de responsable océanien au PROE	Sous-total – 17 297		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				14 652	2 646	0
				Source de financement		
				NZXB		17 297
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES	<ol style="list-style-type: none">Développer le partenariat avec la CITES et les Membres pour dispenser une formation aux Parties océaniques concernant l'article 4 de la Convention	Sous-total – 6 323		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				4 602	1 722	0
				Source de financement		
				NZXB		6 323
	2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ol style="list-style-type: none">Consulter la CITES ou collaborer avec elle à l'élaboration d'un modèle de plan de gestion de la CITES pour une espèce marine telle que les dauphins	Sous-total – 14 366		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				10 389	3 977	0
Source de financement						
NZXB				13 180		
Soutien aux prog.		1 186				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
BEM3 : Espèces envahissantes						
BEM3.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d’autres organisations régionales						
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l’action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 D’ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	• État d’avancement de l’analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	1. Coordonner le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP) et travailler avec ses membres en vue de l’élaboration de projets répondant aux priorités recensées par l’analyse des lacunes régionales réalisée en 2012 2. Réaliser une analyse annuelle des lacunes concernant les espèces envahissantes 3. Terminer le plan d’action annuel du PIP 4. Solliciter l’assistance technique du PIP en vue de la mise en œuvre des activités du projet de l’Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes dans les domaines de la communication et de la sensibilisation, ainsi que de la législation et de la gestion des espèces envahissantes 5. Fournir un appui technique aux pays membres dans le cadre du projet de l’Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et gérer et administrer la mise en œuvre du projet et l’établissement des rapports associés	Sous-total – 338 337		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investis- sement
				72 949	263 388	2 000
				Source de financement		
	FEM-PNUE		272 925			
	Donateurs multiples		13 097			
	NZXB		48 047			
	À identifier		4 268			
	2.3.1.2 D’ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d’action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	• Nombre de Membres s’étant dotés de plans d’action sur les espèces envahissantes	1. Faciliter l’élaboration de stratégies et de plans d’action nationaux sur les espèces envahissantes dans 2 pays insulaires océaniques 2. Offrir un encadrement administratif au responsable et aux coordinateurs nationaux du projet de l’Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et faciliter la fourniture d’assistance technique	Sous-total – 69 354		
				Frais de personnel	Frais de fonction- nement	Frais d’investis- sement
24 276				45 078	0	
Source de financement						
FEM-PNUE		41 832				
Donateurs multiples		4 366				
NZXB		17 120				
Soutien aux prog.		1 186				
À identifier		4 851				
2.3.1.3 D’ici 2015, adoption de l’évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques	• Nombre d’ÉTIO utilisant l’évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	1. Fournir une assistance technique en vue de l’amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l’Alliance FEM-Pacifique 2. Étudier les possibilités d’attirer davantage l’attention sur la biosécurité interinsulaire et la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l’échelon régional 3. Appuyer l’élaboration du système d’évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques 4. Fournir une assistance technique en vue de l’amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l’Alliance FEM-Pacifique	Sous-total – 68 085			
			Frais de personnel	Frais de fonction- nement	Frais d’investis- sement	
			23 592	44 493	0	
			Source de financement			
			FEM-PNUE		43 370	
			Donateurs multiple		7 858	
NZXB		13 579				
À identifier		3 278				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	<ol style="list-style-type: none">Mener des activités conjointes réunissant Vanuatu, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour encourager la création d'équipes du PILNPromouvoir le PILN auprès de Tuvalu, Nauru et les Îles CookOrganiser la 4^e réunion du PILN	Sous-total – 53 529		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				34 681	18 849	0
				Source de financement		
				Donateurs multiples NZXB	17 462 23 034	
Soutien aux prog. À identifier	1 186 11 847					
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place	<ul style="list-style-type: none">Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique	<ol style="list-style-type: none">Mettre en œuvre le plan d'action du PIP en matière de communication sur les espèces envahissantes et les campagnes de sensibilisation aux espèces envahissantesContribuer à l'élaboration et à la production d'un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantesAu moins deux équipes du PILN menant des campagnes de sensibilisation sur les espèces envahissantes	Sous-total – 37 714		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				34 805	2 910	0
				Source de financement		
				Donateurs multiples NZXB	16 589 19 081	
Soutien aux prog. À identifier	1 186 858					
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	<ul style="list-style-type: none">Étude pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes menée à bien	<ol style="list-style-type: none">Diffuser aux Membres du PROE des études de cas sur les coûts économiques des espèces envahissantes	Sous-total – 21 738		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				19 401	2 338	0
				Source de financement		
				Donateurs multiples NZXB	4 366 17 087	
À identifier	286					
	2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés	<ul style="list-style-type: none">Campagne de marketing social sur les espèces envahissantes menée à bien	<ol style="list-style-type: none">Appuyer la mise en œuvre de campagnes de marketing social sur les espèces envahissantes dans au moins deux pays en association avec RARE	Sous-total – 10 713		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				10 537	176	0
				Source de financement		
				Donateurs multiples NZXB	4 366 4 985	
Soutien aux prog. À identifier	1 186 176					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes	• Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes	1. Veiller à ce qu'au moins 2 nouveaux pays insulaires océaniques utilisent les sources d'information régionales : UICN/GSEE, Pest Net, PIER, etc. 2. Élaborer des plans de travail conjoints avec les partenaires sur les espèces envahissantes 3. Obtenir des articles des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour le bulletin <i>Soundbites</i> du PILN 4. Diffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes par le biais du site web du PROE et de listes de diffusion 5. Promouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres	Sous-total – 49 692		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				43 725	5 968	0
	Source de financement					
	Donateurs multiples		19 209			
	NZXB		26 651			
Soutien aux prog.		1 186				
À identifier		2 646				
2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5	• Valeur en millions de dollars É.- U. et nombre d'actions entreprises dans le Pacifique sur les espèces envahissantes incluses dans le programme du FEM-5	1. Soumettre une proposition régionale sur les espèces envahissantes au fonds sur la biodiversité de FEM-6	Sous-total – 6 979			
			Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement	
			6 979	0	0	
	Source de financement					
	NZXB		6 979			
B2.3.6 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	• Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre	1. Fournir une assistance technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes, y compris aux projets d'éradication et de lutte biologique, dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes 2. Assistance technique aux projets d'éradication, de lutte biologique et de rétablissement dans au moins trois pays membres dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes.	Sous-total – 439 238		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				41 418	397 821	0
	Source de financement					
	FEM-PNUE		417 656			
	NZXB		20 397			
Soutien aux prog.		1 186				

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	1 257 154 \$
	Frais de fonctionnement	2 224 783 \$
	Frais d'investissement	6 250 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 488 187 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	396 392
	CMS	85 447
	FEM-PNUE	87 547
	Donateurs multiples	87 312
	NZXB	359 233
	Soutien aux prog.	19 770
	Convention de Ramsar	91 503
	USAID	129 950
Frais de fonctionnement :	AUXB	104 071
	AUXXB	64 175
	UE	192 176
	FEM-PNUE	1 356 627
	GIZ	96 320
	NZXB	92 984
	Parties aux conventions	31 260
	Convention de Ramsar	17 285
	PNUE	39 600
	USAID	176 015
	À identifier	54 270
Frais d'investissement :	AUXB	4 000
	Convention de Ramsar	
	À identifier	250
		2 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 431 917	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	56 270	

PRIORITÉ 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour le PROE en 2014 car les déchets et la pollution contribuent grandement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques et une grande partie de ses activités sera déterminée par les stratégies et priorités régionales adoptées par ses Membres. De plus, la région commencera à s'attaquer aux impacts de la gestion des déchets dangereux grâce au soutien accru du 10^e FED et des programmes de l'Alliance FEM-Pacifique. Ces travaux permettront d'améliorer la gestion des déchets d'activités de soins, des déchets électriques et électroniques, de l'amiante et des stocks de produits chimiques. La revitalisation du Centre régional océanien des conventions de Bâle et Waigani et la promotion des liens de coopération avec le Centre régional de la Convention de Bâle à Beijing amélioreront également la coordination de la gestion régionale des déchets dangereux et les capacités connexes. Ces activités bénéficieront également des actions de formation sur les conventions de Bâle et de Waigani qui seront menées dans la région. La deuxième phase du projet régional de la JICA en matière de coopération technique sur la gestion des déchets solides continue de travailler en collaboration avec les initiatives du PROE sur les déchets et la pollution pour veiller à l'amélioration de la gestion des déchets solides dans la région. Deux modèles de système de gestion des déchets solides, l'un destiné aux atolls et l'autre axé sur le changement climatique, seront également élaborés en cours d'année. Le programme régional quinquennal de gestion des déchets solides financé par l'AFD continuera également d'établir des mécanismes permettant de mieux gérer les huiles usagées dans la région et de fournir une formation de haute qualité aux gestionnaires du Pacifique insulaire. Le PROE continuera d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Direction australienne de la sûreté maritime (AMSA), pour lutter contre les risques de pollution marine et gérer les interventions.

Les activités prévues pour 2014 comprennent notamment :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique.
- Un soutien aux ÉTIO en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses prioritaires dont les déchets médicaux.
- Un soutien continu au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder les questions liées à la gestion des déchets et à la pollution au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- La coordination de la mise en œuvre des stratégies nationales de gestion des déchets grâce à une collaboration avec des partenaires tels que la JICA, l'AFD et la SAICM.
- Le soutien aux pays insulaires océaniques pour faire face à la pollution marine causée par les épaves de la Seconde Guerre mondiale, y compris les rejets d'hydrocarbures.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

David HAYNES	Directeur de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Stanley EBELEWICZ	Chef d'équipe, Initiative de gestion des déchets solides (AFD)
Frank GRIFFIN	Conseiller en gestion des déchets dangereux
Pulemalie HABIRI	Secrétaire du directeur/Assistante de division
Esther RICHARDS	Conseillère en gestion des déchets solides
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Lusiana RALOGAIVAU	Coordinatrice des projets du FEM
<i>En cours de recrutement</i>	Directeur du projet du 10 ^e FED sur les déchets dangereux
<i>En cours de recrutement</i>	Administrateur du projet du 10 ^e FED sur les déchets dangereux
Scott WILSON	Agent de l'AMSA chargé de la pollution marine

Volet : Gestion des déchets et lutte contre la pollution

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US			
WMPC1 : WMPC1.1 – Stratégie :					Modification des comportements Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication		
W3.1.1 - Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritux et améliorer la santé de l'environnement	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres	<ul style="list-style-type: none">Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés	<ol style="list-style-type: none">Fournir un appui technique pour améliorer la gestion régionale de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets d'activités de soins (10^e FED)Fournir un appui technique en vue de programmes régionaux de gestion des huiles usagées (AFD et Alliance FEM-Pacifique)Fournir un appui technique pour gérer les sites contaminés (Alliance FEM-Pacifique)Fournir une assistance et un appui techniques à au moins deux ÉTIO pour améliorer les pratiques de gestion des déchets solidesCoordonner le Plan d'activité du Centre régional des conventions de Waigani/Bâle et les CdP à ces conventionsFournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO en vue de l'élaboration de directives nationales sur l'immersion des déchets en merMettre à jour l'opuscule sur les instruments de l'OMI	Sous-total – 2 355 984			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
				221 700	2 134 284	0	
				Source de financement			
				AFD	121 000		
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'incidents de pollution et de problèmes de qualité des eaux côtières	<ol style="list-style-type: none">Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN de 3 ÉTIOFournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 ÉTIOFournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 2 ÉTIOFournir un appui technique en vue de la gestion des matières plastiques dans le milieu marin et de leurs impacts régionaux	Sous-total – 131 800			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
				47 870	83 930	0	
				Source de financement			
				AUXB	74 265		

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements	<ul style="list-style-type: none">Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes	1. Fournir un appui en vue du verdissement de la 3 ^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement devant se tenir au Samoa	Sous-total – 7 112		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				5 682	1 430	0
				Source de financement		
				NZXB	7 112	
	3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d’ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d’ici 2014	<ul style="list-style-type: none">État d’achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits	1. Diffuser la boîte à outils de communication sur la gestion des déchets et fournir des conseils techniques en vue de son adoption	Sous-total – 7 662		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				5 682	1 980	0
				Source de financement		
				NZXB	7 662	
	3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d’ici 2013	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution	1. Essais réalisés à Nioué, aux Îles Cook et à Kiribati concernant le compostage et la gestion des déchets d’activités de soins (Alliance FEM-Pacifique) 2. Appui fourni aux Fidji en vue de l’amélioration des pratiques de gestion des déchets dans le contexte du changement climatique (ICCAI) 3. Appui fourni à un atoll océanien en vue de l’amélioration des pratiques de gestion des déchets (10 ^e FED) 4. Appui fourni à 14 pays insulaires océaniens en vue de l’amélioration de la gestion des déchets solides (AFD)	Sous-total – 491 250		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				175 600	315 650	0
				Source de financement		
				AFD	47 300	
				AUXB	64 307	
				AUXXB	11 000	
UE	98 536					
FEM-PNUE	227 798					
NZXB	39 774					
Soutien aux prog.	2 535					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
WMPC2 : WMPC2.1 – Stratégie : Connaissances, données, planification et recherche Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d’ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d’adaptation au changement climatique et d’atténuation de ses effets.						
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d’ici 2015	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO	<ul style="list-style-type: none">État d’achèvement des méthodes standard d’analyse de la pollution et de gestion des déchetsNombre de Membres utilisant ces méthodes	1. Fournir un appui continu aux pays insulaires océaniens pour les aider à surveiller l’importation de substances potentiellement dangereuses 2. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la cartographie des ressources côtières 3. Fournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la mise en place de lieux de refuge en cas d’incidents maritimes	Sous-total – 35 942		
				Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d’investissement
				30 442	5 500	0
				Source de financement		
	AUXB		25 752			
	UE		5 065			
	Soutien aux prog. À identifier		2 535			
			2 590			
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d’articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none">Nombre d’articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique	1. Actualiser la base de données d’articles sur la pollution et les déchets dans le Pacifique, accessible depuis le site du PROE 2. Développer le site du PACPOL	Sous-total – 17 546		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				17 546	0	0
				Source de financement		
AUXB		11 864				
NZXB		5 682				
3.2.1.3 Tour d’horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d’ici 2015	<ul style="list-style-type: none">État d’achèvement du tour d’horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution	1. Données sur l’état de la gestion des déchets dans la région collectées en vue de leur publication	Sous-total – 49 539			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	
			49 539	0	0	
			Source de financement			
			AUXB		21 164	
UE		22 693				
NZXB		5 682				

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2014

G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US				
WMPC3 : WMPC3.1 – Stratégie								
Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d’activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d’ici 2015								
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d’ici 2015 en matière d’élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d’autres travaux comme ceux réalisés par l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none">État d’achèvement de l’analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereuxDate de l’examen de cette analyse	1. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la réalisation d’études biologiques de référence sur les ports à haut risque 2. Fournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO concernant les demandes d’évaluation de la gestion des déchets	Sous-total – 28 114				
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement		
				11 614	16 500	0		
				Source de financement				
			AUXB	5 932				
			OMI	16 500				
			NZXB	5 682				
	3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d’ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre d’activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution	1. Assurer une formation sur la gestion des déchets dangereux (Alliance FEM-Pacifique) 2. Assurer une formation régionale sur la gestion des déchets solides (AFD) 3. Assurer une formation nationale et régionale sur la lutte contre la pollution	Sous-total – 427 585				
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement		
				96 925	330 660	0		
Source de financement								
		AFD	125 400					
		AUXB	96 839					
		FEM-PNUF	194 714					
		NZXB	10 632					
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d’ici 2015	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusésNombre de modèles reproduits	1. Recenser les meilleures pratiques régionales concernant la gestion de l’amiante, des déchets d’activités de soins et des déchets électroniques, y compris les options, politiques et interventions prioritaires (10 ^e FED) 2. Fournir une assistance et un appui techniques en actualisant et diffusant à tous les ÉTIO des informations sur les mouvements maritimes, en se concentrant sur les effets des paquebots sur les petites nations insulaires	Sous-total – 177 021				
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement		
				72 011	105 010	0		
				Source de financement				
						AUXB	27 107	
						UE	147 528	
		Soutien aux prog.	2 386					

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux diffusées 	<ol style="list-style-type: none"> Campagne de sensibilisation à la gestion des déchets dangereux (10^e FED) Rédiger un manuel de gestion des déchets et des directives destinées aux professionnels et responsables de l'action publique 	Sous-total – 133 532		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				19 202	114 330	0
				Source de financement		
				AUXB	7 838	
				UE	112 350	
				NZXB	13 344	
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none"> Objectifs du PACPOL atteints à la fin de l'analyse de la stratégie 	<ol style="list-style-type: none"> Consolider les données sur l'état et les impacts potentiels des épaves de la Seconde Guerre mondiale Élaborer et diffuser un Plan sur les installations portuaires régionales de réception des déchets 	Sous-total – 75 991		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				37 491	38 500	0
				Source de financement		
				AUXB	31 134	
				UE	9 472	
				OMI	33 000	
				Soutien aux prog.	2 386	

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	791 304 \$
	Frais de fonctionnement	3 147 774 \$
	Frais d'investissement	0 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 939 078 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	385 174
	UE	189 440
	FEM-PNUE	88 140
	NZXB	113 640
	Soutien aux prog.	14 910
Frais de fonctionnement :	AFD	293 700
	AUXB	88 160
	AUXXB	11 000
	UE	2 063 174
	FEM-PNUE	426 250
	OMI	55 000
	NZXB	27 500
	Parties aux conventions	180 400
Frais d'investissement :	À identifier	2 590
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 145 184	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	2 590	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

Contexte stratégique

La division Surveillance environnementale et gouvernance : fournira des cadres politiques, juridiques et institutionnels solides ; fournira des cadres de planification intégrée ; établira des systèmes efficaces de suivi et de notification ; développera les capacités concernant les SIG ; améliorera la participation et la sensibilisation au niveau international ; contribuera à l'élaboration de cadres institutionnels de suivi-évaluation ; contribuera à l'intégration de l'environnement dans le développement durable ; améliorera l'accès aux fonds du FEM et leur utilisation et gestion stratégiques.

Les principales activités prévues pour 2014 comprennent :

- Révision de la législation nationale et des politiques de 2 pays
- Révision des directives régionales sur les ÉIE
- Application expérimentale des directives régionales dans au moins un pays et diffusion à tous les pays
- Bilan régional de la mise en œuvre des législations nationales sur les AME
- Assistance en vue de la participation effective aux AME et notamment au Protocole de Nagoya
- Assistance à 3 pays concernant les plans d'action nationaux au titre de la CNULD et les rapports associés
- Appui efficace sur les questions concernant le FEM
- Financement pour la préparation d'un projet du FEM sur le renforcement des capacités approuvé par la 25^e Conférence du PROE
- Révision des SNAGE d'au moins 2 pays
- Établissement de liens entre les SNAGE et les Stratégies nationales de développement durable

- Appui au gouvernement samoan concernant la conférence des PÉID de 2014
- Élaboration de directives régionales de suivi
- Formation expérimentale sur les directives dans 2 pays
- Renforcement des capacités dans le cadre de toutes les activités du projet ACP sur les AME
- Élaboration et application continues du cadre relatif aux rapports sur l'état de l'environnement
- Élaboration de mécanismes de partage des données
- Achèvement de 2 rapports nationaux sur l'état de l'environnement
- Poursuite du développement de la base de données sur les indicateurs nationaux minima du développement (environnement)

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Sefanaia NAWADRA	Directeur de la division Surveillance environnementale et gouvernance
Clark PETERU	Conseiller juridique
Meapelo MAIAI	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Mark GRAHAM	Conseiller en surveillance et notification environnementales
Tepa SUAESI	Spécialiste de la planification environnementale
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l'environnement
Theresa FRUEAN-AFA	Secrétaire du directeur/Assistante de division
Vacant	Conseiller en développement durable
En cours de recrutement	Conseiller en planification et développement des capacités

Volet : EMG1 – CADRES PROPICES

OBJECTIF : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
EMG1 Cadres propices						
EMG1.1 – STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d’impact sur l’environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l’environnement et les mécanismes institutionnels connexes						
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques de l’environnement et des évaluations intégrées de l’environnement en tant qu’importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D’ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d’impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l’environnement	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d’impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l’environnement) élaborés	1. Parachever les nouvelles directives du PROE sur les ÉIE en vue de leur adoption par la 25 ^e Conférence du PROE 2. Tester les nouvelles directives du PROE sur les ÉIE à Kiribati et les diffuser à tous les autres ÉTIO	Sous-total – 194 172		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				91 433	102 739	0
				Source de financement		
			AUXB NZXB Soutien aux prog. PNUE-CE	47 439 66 651 5 118 74 965		
	4.1.1.2 D’ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant instauré des cadres réglementaires intégrés basés sur les modèles océaniques	1. Voir 4.1.2.2	Sous-total – 41 254		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				17 274	23 980	0
				Source de financement		
			NZXB PNUE-CE	35 754 5 500		
4.1.1.3 D’ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés	<ul style="list-style-type: none">Analyse des besoins réalisée	1. Activité réalisée dans le cadre du rapport régional de synthèse sur les ANCR et utilisée pour concevoir la phase 2 du projet ACP sur les AME et le formulaire d’identification de projet du FEM concernant le renforcement des capacités	Sous-total			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	
			Source de financement			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
EMG1.2 – STRATÉGIE : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d’adaptation au changement climatique et d’atténuation de ses effets						
E4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l’environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.2.1 D’ici 2015, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990	• Nombre de Membres ayant actualisé l’examen de leur législation environnementale	1. Actualiser les examens de la législation environnementale dans au moins 2 ÉTIO : Îles Salomon et Fidji	Sous-total – 86 401		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis- sement
				64 401	22 000	0
				Source de financement		
	NZXB 64 401 PNUE-CE 22 000					
	4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l’environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation)	• Nombre de Membres dotés d’une législation pour appliquer les dispositions des AME • Nombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l’application des dispositions des AME	1. Formation et appui technique concernant l’alignement des plans d’action nationaux et les rapports au titre du Système d’examen des résultats et d’évaluation de la mise en œuvre (PRAIS) de la CNULD dans au moins 3 pays : Tonga, Îles Salomon et Vanuatu 2. Examen régional de la législation concernant l’application des AME – voir 4.1.1.2 3. Assistance fournie aux pays en vue de la ratification du Protocole de Nagoya et élaboration de demandes de financement en vue de sa mise en œuvre à l’échelon national	Sous-total – 175 481		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis- sement
				36 936	138 545	0
				Source de financement		
	GIZ 22 400 NZXB 48 193 Parties aux conventions 22 000 Soutien aux prog. PNUE-CE 2 388 À identifier 5 500 75 000					
	4.1.2.3 Les pays océaniens ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l’assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels	• Nombre de propositions soumises par des pays océaniens ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d’assistance	1. Soutien apporté aux processus du FEM dans les pays insulaires océaniens 2. Appui stratégique et technique fourni aux pays insulaires océaniens lors des réunions liées au FEM 3. Appui fourni aux demandes d’accréditation du PROE en tant qu’agent d’exécution au titre du FEM et du Fonds pour l’adaptation 4. Formulation et consultation dans le cadre du financement pour la préparation d’un projet du FEM sur le renforcement des capacités. Ajout de 100 000 dollars É.-U. consacrés au renforcement des capacités régionales	Sous-total – 251 126		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis- sement
101 125				150 001	0	
Source de financement						
AUXB 50 001 AUXXB 98 737 Soutien aux prog. PNUE 2 388 100 000						

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
EMG2 Intégration						
EMG2.1 – STRATÉGIE : Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification udgétaire						
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale	• Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale	1. Voir 4.2.1.2	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
	4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres	• Nombre de Membres intégrant dans leurs politiques et stratégies nationales les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales	1. Processus de révision et d'actualisation des SNAGE mené à Vanuatu et Tuvalu 2. Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des SNAGE révisées de Kiribati et du Samoa 3. Assistance fournie au Samoa en vue de la bonne organisation de la conférence des PÉID de 2014	Sous-total – 172 927		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				84 872	86 555	1 500
				Source de financement		
				AUXB		106 024
				Soutien aux prog. PNUE-CE		2 388 64 515
	4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	• Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale	1. Intégration des indicateurs sexospécifiques des NMDI dans les NMEI 2. Voir 4.2.1.2	Sous-total – 4 698		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
4 698				0	0	
Source de financement						
PNUE-CE			4 698			
EMG3 : Renforcement des capacités						
EMG3.1 – STRATÉGIE : Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement						
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement	• Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale	1. Directives régionales de suivi élaborées 2. Mises à l'essai dans 2 pays insulaires océaniens dans le cadre de 4.3.1.2	Sous-total – 65 085		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				38 685	26 400	0
				Source de financement		
				AUXB		53 708
Soutien aux prog. PNUE		4 777 6 600				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant exécuté un programme de formation à la surveillance environnementale	1. Formation à la surveillance environnementale assurée aux Fidji et au Samoa	Sous-total – 208 737		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				110 672	96 565	1 500
				Source de financement		
				AUXB 103 384 PNUE-CE 96 554 À identifier 8 800		
	4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none">Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau	1. Proposition concernant la création d'un réseau océanien de professionnels des études d'impact sur l'environnement soumise à l'approbation de la 25 ^e Conférence du PROE (voir 4.1.1.1)	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
E.4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés	<ul style="list-style-type: none">Proportion des déficits de capacités comblés	1. Toutes les activités de la division s'efforcent de combler les déficits de capacités et sont mises en œuvre dans le cadre de la phase 2 du projet ACP sur les AME	Sous-total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
EMG4. Suivi et établissement de rapports						
EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement						
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none">Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement	1. Poursuivre l'élaboration et l'application du cadre relatif aux rapports sur l'état de l'environnement approuvés par la 23 ^e Conférence du PROE 2. Élaborer des mécanismes de partage des données et mener des consultations nationales et régionales 3. Parachever les rapports sur l'état de l'environnement des Îles Cook et de Vanuatu 4. Indicateurs de référence élaborés et testés avec les NMDI dans 2 ÉTIO 5. Base de données NMDI ENV + alimentées avec les données de 3 ÉTIO 6. Rapport régional sur l'état de l'environnement – Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO) – publié en 2012 et utilisé comme guide lors de l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement de 2015 7. Saisie des NMDI et utilisation des rapports nationaux sur l'état de l'environnement lors de la préparation du rapport régional	Sous-total – 310 070		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				179 383	130 687	0
				Source de financement		
				AUXB 134 657 PNUE 8 960 PNUE-CE 151 463 À identifier 14 990		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux 	1. Voir 4.4.1.1	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement 	1. Voir 4.4.1.1	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux 		Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres disposant de procédures de gestion des données 	1. Voir 4.4.1.1	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement 	1. Voir 4.4.1.1	Sous-total		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	0	0
				Source de financement		

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	729 480 \$
	Frais de fonctionnement	777 472 \$
	Frais d'investissement	3 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>1 509 952 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	356 371
	AUXXB	98 737
	NZXB	163 349
	Soutien aux prog.	17 060
	PNUE	93 963
Frais de fonctionnement :	AUXB	135 841
	GIZ	22 400
	NZXB	51 649
	Parties aux conventions	22 000
	PNUE-CE	331 232
Frais d'investissement :	PNUE	115 560
	À identifier	98 790
	AUXB	3 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1 411 162	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	98 790	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

Objectif : *Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres*

Contexte stratégique

La direction et les services généraux ont pour mission de veiller à ce que le PROE continue d'être une organisation efficace et performante, propre à répondre aux priorités des Membres formulées dans son Plan stratégique 2011-2015, grâce à la prestation des services d'appui suivants : finances, ressources humaines et administration, technologies de l'information, communication et sensibilisation, publications, éducation et information.

Cet appui vise notamment les domaines prioritaires suivants : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance.

Les nouveaux systèmes institutionnels et les nouvelles politiques découlant du processus de gestion du changement mené ces trois dernières années font dorénavant partie intégrante du Secrétariat.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>
David SHEPPARD	Directeur général
Kosi LATU	Directeur général adjoint
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Assistante personnelle du Directeur général
Apiseta ETI	Assistante personnelle du Directeur général adjoint
Selesitina MENI-RETI	Auditrice interne
Non financé	Planificateur stratégique/Attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l'Organisation
Christian SLAVEN	Directeur des technologies de l'information

Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Billy CHAN TING	Spécialiste du développement d'applications web
Ainsof SO'O	Développeur analyste système
Seema DEO	Conseillère en communication et sensibilisation
Nanette WOONTON	Attachée de relations publiques
Vacant	Chargé des publications
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN	Directrice du Centre d'information et de documentation
Taranaki SEIULI	Chargée de l'information
Lupe SILULU	Responsable des dossiers et des archives
Helen TUILAGI-AH KUOI	Assistante chargée des dossiers et des archives
Alofa TU'UAAU	Conseillère financière et administrative
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable
William KUNAI	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Comptable
Pauline FRUEAN	Chargée des conférences et des voyages
Ioane IOSEFO	Chargée des finances
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Rachel LEVI	Chargée des finances
Elama TOFILAU	Chargé des finances
Lawrence WARNER	Responsable des biens immobiliers
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposée au nettoyage et au thé
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Silupe GAFA	Jardinier
Simeamativa LEOTA-VAAI	Conseillère en ressources humaines
Luana CHAN	Chargée des ressources humaines
Christine PURCELL	Administratrice adjointe des ressources humaines
Jolynn FEPULEAI	Administratrice adjointe des ressources humaines
Monica TUPAI	Assistante des Services généraux

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
Volet : 5.1 – Direction générale						
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services						
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015	5.1.1.1 Évaluer l’efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none">Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015	<ol style="list-style-type: none">Capacités des Services généraux renforcées en rapport avec la croissance du Secrétariat (finances, RH, TIC, communication, CID, suivi-évaluation)Mise en œuvre du plan d’audit de 2014 et conseils et assistance techniques sur les contrôles internes et la gestion des risques.	Sous-total – 1 334 383		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				774 853	556 530	3 000
				Source de financement		
					AUXB Budget de base NZXB À identifier	225 310 1 003 009 46 064 60 000
	5.1.2.1 Veiller à la planification et à l’organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d’y participer	<ol style="list-style-type: none">Documents de la 25^e Conférence du PROE distribués aux MembresRapport de la Conférence publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les Membres avant la fin de l’annéeRapport annuel pour 2013 publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 25^e Conférence du PROE			
	5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres	<ul style="list-style-type: none">Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes	<ol style="list-style-type: none">Tous les Membres reçoivent la visite de la direction dans le cadre de consultations approfondies ainsi que des mises à jour régulières et le Président est tenu informé des grands dossiersCompte rendu de l’analyse coûts-avantages sur la présence sous-régionale du PROEConsultations avec les Membres concernant la révision du Plan stratégique du PROE			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
Volet : 5.2 – Information et communication						
Sous-volet : 5.2.1 – Technologies de l’information et télécommunications						
C5.2.1a Fournir des systèmes d’information et de communication fiables et conviviaux	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l’Organisation et des programmes	<ul style="list-style-type: none">Bases de données de l’Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable.	<ol style="list-style-type: none">Améliorer en permanence le site web et l’Intranet du PROEMettre à niveau les logiciels de gestion de base de données du SecrétariatFournir des conseils et une assistance techniques en vue de la mise en œuvre du nouveau système d’information sur les ressources humaines et du nouveau système financierFournir un appui technique sur les logiciels de gestion de base de donnéesPréparer la documentation sur l’architecture des systèmesMettre à niveau MS Exchange Server	Sous-total – 1 147 723		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				816 883	267 440	63 400
				Source de financement		
				AUXXB	4 911	
5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	<ul style="list-style-type: none">TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable.Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat.	<ol style="list-style-type: none">Migration du serveur du PROE vers Windows 2008 R2.Virtualisation du parc de serveurs du PROEMise à niveau de l’infrastructure des TIC – système de stockage et de téléphonieFormation du personnel sur les services informatiques et les applications logicielles courantes.Soutien informatique à la Conférence du PROEConseils et appui techniques sur les sites et portails des projetsMise à niveau des outils de suivi et de notification	Budget de base	517 754		
			Soutien aux prog.	476 997		
			NZXB	133 821		
			À identifier	14 240		
5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d’un processus de gestion des risques relatifs aux TIC	<ul style="list-style-type: none">Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique.	<ol style="list-style-type: none">Réviser et tester les plans antisinistres du PROERéviser et mettre en œuvre les règles et procédures sur les TICRecherche et développement sur les nouvelles TIC				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux	5.2.2.1 Systèmes d'archivage développés et mis à jour.	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	<ol style="list-style-type: none"> Numériser les documents administratifs du PROE et les documents concernant les programmes Base de données des documents archivés accessible à l'ensemble du personnel (mémoires d'accord, lettres d'accord, etc.) depuis le portail ou l'intranet du PROE à l'aide de Sharepoint 	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. Développer et améliorer les systèmes d'identification, de conservation et d'indexation des publications du PROE, des matériels promotionnels et des informations sur l'Organisation sur supports papier et électronique pour faciliter l'accès au cahier des charges des programmes du PROE et aux données historiques sur le Secrétariat. Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties intéressées. Diffuser les publications du PROE aux parties intéressées et bibliothèques dépositaires. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles Services de courrier et d'archivage fournis 	<ol style="list-style-type: none"> Évaluer et améliorer la gestion des dossiers. Remplacer Outlook (emails) par Sharepoint pour la gestion électronique des documents (GED) Fournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat 	
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés de stratégies de communication Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'éducation au développement durable (EDD) 	<ol style="list-style-type: none"> Entamer la mise en œuvre du plan de communication sur l'environnement de Kiribati et élaborer son plan de suivi-évaluation Actualiser le catalogue des matériels d'EE/EDD, y compris les supports pédagogiques sur le changement climatique Élaborer une ébauche en vue de l'inclusion dans le portail océanien sur le changement climatique d'un volet sur les matériels éducatifs destinés aux enseignants (par le biais du groupe de travail de la PCCR sur la gestion des connaissances) Lancer un groupe de discussion sur l'éducation à l'environnement pour coordonner les activités avec les territoires francophones Tester un programme de marketing social axé sur une activité du PROE (p. ex. les espèces envahissantes ou les déchets solides) 	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales 	<ol style="list-style-type: none"> Collaborer avec PACE-SD/USP à la collecte et au partage d'informations sur les grands enjeux environnementaux, dont le changement climatique Participer à la réalisation du cadre de suivi-évaluation du PROE pour identifier le niveau de connaissance/compréhension des questions liées à l'environnement et au développement durable Organiser au moins deux ateliers d'écriture destinés au personnel du PROE Préparer un guide sur la bonne utilisation des outils de communication et de sensibilisation 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Initiative PEEL en place Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du PEEL 	<ol style="list-style-type: none"> Organiser deux stages/détachements dans le cadre du PEEL Soutenir et superviser les discussions du PEEL Développer des liens entre le PEEL et au moins trois programmes nationaux (ou régionaux) d'encadrement 	
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ol style="list-style-type: none"> Assurer la couverture médiatique des délégations et préoccupations océaniques dans le cadre d'au moins deux conférences des Parties à des accords multilatéraux sur l'environnement ou des réunions régionales bénéficiant du soutien du PROE. Dispenser une formation sur les médias aux délégués océaniques participant à des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Préparer un guide à l'intention des délégués participant aux conférences des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement couvertes par le « Périple océanien ». 	
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail 	<ol style="list-style-type: none"> Logo du PROE bien en vue pendant au moins deux manifestations parrainées par le PROE et coordonnées dans les pays insulaires océaniques Proposer au moins deux ateliers de formation au personnel du PROE pour renforcer les liens avec les médias Diffuser les matériels promotionnels du PROE sur des stands océaniques dans le cadre du « Périple océanien » Coordonner une manifestation visant à faire connaître le PROE dans un pays membre océanien Assurer la couverture médiatique des réunions et manifestations du PROE 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales 	1. Dispenser une formation aux médias et élaborer un guide pour au moins deux pays membres du PROE	
		<ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux 	1. Produire au moins deux fiches d'information et les publier au format électronique pour aider les pays membres océaniques à travailler avec les médias et à développer leurs compétences relationnelles 2. Organiser au moins deux sessions de formation dans les pays membres pour développer les techniques médiatiques des environnementalistes	
	5.2.3.7 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	1. Actualiser la page Facebook PROE.PEIN et les blogs du PROE à l'aide d'articles couvrant les préoccupations et les délégations océaniques pendant au moins deux conférences des Parties à des AME 2. Coordonner les campagnes de communication du « Périple océanique » en consultation avec les pays membres pendant au moins deux conférences des Parties à des AME et/ou des manifestations océaniques	
	5.2.3.8 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international	<ul style="list-style-type: none"> • Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE en matière d'impact et d'identité dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE • Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE 	1. Élaborer des matériels promotionnels pour attirer l'attention sur les activités menées par le PROE dans la région 2. Diffuser ces matériels pour accroître la notoriété du PROE 3. Actualiser le site du PROE en publiant un bulletin d'information au moins une fois par semaine	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	5.2.3.9 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE	<ul style="list-style-type: none">Toutes les publications du PROE (écrites, audiovisuelles et Internet) sont de haute qualité, conformément aux directives du PROE en matière de visibilité, et sont largement diffusées aux publics visés	1. Produire des publications et matériels de haute qualité			
Volet : 5.3 – Finances et administration						
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports financiers et administratifs transparents, explicables et opportuns	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none">États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	1. Préparer les états financiers annuels en temps voulu et obtenir l’approbation sans réserve des commissaires aux comptes	Sous-total – 1 153 501		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d’investis- sement
				549 201	431 300	173 000
	5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none">Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	1. Fournir en temps voulu des rapports financiers et de vérification des comptes fiables à la demande des donateurs	Source de financement		
	5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	<ul style="list-style-type: none">Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	1. Fournir les rapports mensuels (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par la direction et les agents 2. Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents aux agents	Chine Budget de base Soutien aux prog. 150 000 719 751 283 750		
	5.3.1.4 Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	<ul style="list-style-type: none">Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d’atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	1. Mettre en œuvre le projet sur le nouveau système comptable en tenant compte des besoins de l’organisation 2. Apporter les améliorations formulées dans les recommandations approuvées des auditeurs internes 3. Réviser et améliorer le système comptable et les procédures administratives et financières 4. Réviser et actualiser les règlements financiers conformément aux meilleures pratiques en la matière 5. Recenser, évaluer et réviser les procédures et risques financiers et apporter les améliorations nécessaires pour minimiser les risques 6. Gérer le placement des réserves et excédents du PROE			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	5.4.4.1 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none">Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés	<ol style="list-style-type: none">Mettre à jour les systèmes, politiques et procédures pertinents de gestion et d'administration des biensVeiller à ce que tous les biens soient dûment entretenus, assurés et protégésFournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire			
Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines						
C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques fournis en matière de gestion des ressources humaines	<ol style="list-style-type: none">Fournir des conseils réguliers, pertinents et pratiques à la direction générale sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines conformément aux meilleures pratiques	Sous-total – 380 563		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				223 063	101 500	56 000
	5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jourPolitiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles et de sorte à répondre aux besoins de recrutement et de fidélisation du personnelAnalyse et évaluation des postes réalisées pour répondre aux besoins de l'organisation	<ol style="list-style-type: none">Veiller au respect du règlement du personnel, attirer l'attention sur les écarts et s'assurer qu'il continue d'être adapté aux réalités de l'organisationRéviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuellesParticiper aux activités du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation, notamment à son plan de travailPoursuivre la mise en œuvre du projet sur les systèmes d'information concernant les ressources humainesDescriptions de poste actualisées de sorte à refléter la structure de l'Organisation et les fonctions associéesContinuer de recenser les domaines de développement des ressources humaines et veiller au recrutement et à la <i>fidélisation</i> d'agents qualifiés	Source de financement		
					Budget de base Soutien aux prog. À identifier	272 493 35 070 73 000
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels et formation et perfectionnement	<ul style="list-style-type: none">Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunérationPlans de formation et de perfectionnement pris en compte	<ol style="list-style-type: none">Évaluer le nouveau Système d'amélioration des résultats personnels et recenser les domaines pouvant être améliorésRecenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités			

TOTAL PRIORITÉ 5	Frais de personnel	2 364 000
	Frais de fonctionnement	1 356 770
	Frais d'investissement	295 400
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>4 016 170</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	85 310
	AUXXB	4 911
	Budget de base	1 326 077
	NZXB	151 885
	Soutien aux prog.	795 817
Frais de fonctionnement :	AUXXB	140 000
	Budget de base	1 041 530
	NZXB	28 000
	À identifier	147 240
Frais d'investissement :	Chine	150 000
	Budget de base	145 400
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 868 930	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	147 240	

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2014 - By Targets

Climate Change

	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2014
IMPLEMENTATION COSTS	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	BUDGET ESTIMATES
I. PERSONNEL COSTS																
Director, Climate Change	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	10,228	10,228	10,228	10,228	10,228	170,464
Climate Change Adviser	13,299	13,299	26,598	26,598	13,299	6,650	-	-	6,650	13,299	13,299	-	-	-	-	132,991
Climate Change Adaptation Adviser	27,091	18,060	-	-	9,030	9,030	-	-	13,545	13,545	-	-	-	-	-	90,302
Meteorology and Climate Officer	-	-	-	-	19,165	-	38,330	38,330	-	-	-	-	-	-	-	95,826
Climate Change Monitoring & Evaluation Officer	14,740	-	-	-	58,960	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73,700
Knowledge Management Officer	-	-	14,733	-	-	78,578	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93,311
Project Manager - PIGGAREP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,566	73,959	10,566	10,566	105,656
Climate Change Mitigation Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,701	60,910	8,701	8,701	87,014
Project Manager - PACC	44,009	44,009	-	-	45,343	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	133,362
Project Officer - PACC	-	-	-	-	84,434	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84,434
Finance & Operations Officer - PACC	23,932	23,932	-	-	24,657	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,520
PI- Global Ocean Observing System Coordinator	-	-	-	-	-	-	79,670	19,917	-	-	-	-	-	-	-	99,587
Climate Change Coordination Adviser	-	-	-	-	29,756	39,675	-	-	29,756	-	-	-	-	-	-	99,187
Project Manager - FINPACC	-	-	-	-	51,186	-	34,124	-	-	-	-	-	-	-	-	85,310
Climate Change Communication Officer	-	-	-	-	-	19,227	-	-	19,227	-	-	-	-	-	-	38,453
Secretary - Pacific Futures Programme	1,663	-	1,663	1,663	1,663	1,478	-	1,478	-	-	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	18,480
	136,666	111,233	54,927	40,194	349,426	166,570	164,056	71,659	82,588	38,777	25,005	30,973	146,575	30,973	30,973	1,480,597
II. OPERATING COSTS																
Administration Expenses	78,054	247,777	3,560	2,055	129,121	10,058	16,910	4,557	2,710	2,250	430	-	71,554	-	-	569,036
General Expenses	62,350	21,750	4,800	550	95,000	9,750	6,775	2,225	1,100	1,100	300	1,200	7,900	300	600	215,700
Consultancy Expenses	321,055	451,255	6,000	-	314,200	15,000	102,308	24,786	-	-	-	-	375,000	-	-	1,609,603
Meetings/Conferences Expenses	15,000	17,000	40,000	-	89,343	23,200	16,021	4,200	14,700	19,200	4,000	-	80,000	-	-	322,664
PICT Training Expenses	51,500	61,500	-	-	108,500	30,000	12,000	-	-	-	-	-	-	-	-	263,500
PICT Attachment Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
In-Country Assistance Expenses	73,406	180,906	-	-	108,637	7,700	23,500	9,000	8,700	2,200	-	-	30,000	10,000	-	454,049
Special Event Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,000	-	-	20,000
Direct Project Funding to Countries	278,393	2,872,380	-	20,000	663,542	-	-	-	-	-	-	-	500,000	-	-	4,334,315
TOTAL OPERATING COSTS	879,758	3,852,568	54,360	22,605	1,508,343	95,708	177,514	44,768	27,210	24,750	4,730	1,200	1,084,454	10,300	600	7,788,867
III. CAPITAL COSTS																
Capital Expenditure	5,900	11,100	-	-	134,429	-	600	-	-	-	-	-	3,000	-	-	155,029
TOTAL CAPITAL COSTS	5,900	11,100	-	-	134,429	-	600	-	-	-	-	-	3,000	-	-	155,029
GRAND TOTAL	1,022,325	3,974,901	109,287	62,799	1,992,198	262,278	342,170	116,426	109,798	63,527	29,735	32,173	1,234,029	41,273	31,573	9,424,493

Targets

- 1.1.1.1 Mainstreamed Climate change adaptation, including ecosystems-based approaches and risk reduction in sustainable development strategies
- 1.1.1.2 Lessons learned from adaptation efforts, including PACC have been documented in and replicated in at least five countries participating in PACC
- 1.1.2.1 By 2015, all adaptation projects are consistent with agreed regional objectives
- 1.1.3.1 By 2015, there is a significant increase in resources for adaptation; more funding disbursed and projects implemented
- 1.2.1.1 At least 10 Members have strengthened institutional capacity and able to use and apply climate change and disaster risk reduction information for policy development
- 1.2.1.2 By 2011, a climate change portal developed and at least five targeted awareness programmes and communication strategies developed and delivered
- 1.2.1.3 All recommendations of the Regional Meteorological Review are implemented
- 1.2.1.4 At least 14 national meteorological services have improved access tools and applied scientific Pacific climate drivers and projections; and installed and implemented national climate and disaster databases
- 1.2.2.1 Informed participation and decision making in responding to climate change impacts
- 1.2.3.1 By 2015, all PICs are effectively participating in key international climate change negotiations
- 1.2.3.2 Increased number of contributions from the region to the 5th report of the Intergovernmental Panel on Climate Change
- 1.3.1.1 Human resource capacity development, institutional strengthening and environmental training supported
- 1.3.2.1 By 2015, energy efficiency technologies are in widespread use in the region
- 1.3.3.1 By 2015, all Members can refer to accurate emissions inventories and assessments of their technical needs
- 1.3.4.1 By 2015, all Members have designated national authorities under the carbon offsetting mechanism, and are developing projects under the Clean Development Mechanism of the Kyoto Protocol

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2014 - By Targets
Biodiversity and Ecosystem Management

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.2.3
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS															
I. PERSONNEL COSTS															
Director, Biodiversity & Ecosystem Management	10,050	-	10,050	-	-	-	10,050	10,050	10,050	10,050	-	10,050	10,050	-	-
Biodiversity Adviser	75,650	-	-	-	-	-	10,807	10,807	10,807	-	-	-	-	-	-
Terrestrial Ecosystem Management Officer	13,575	67,876	-	-	-	-	-	9,050	-	-	-	-	-	-	-
Coastal & Marine Adviser	-	18,102	12,068	60,341	-	6,034	24,136	-	-	-	-	-	-	-	-
Turtle Database Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Invasive Species Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Threatened & Migratory Species Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,522	32,211	21,167
Ramsar Officer - Oceania	-	-	-	-	45,752	32,026	9,150	-	4,575	-	-	-	-	-	-
GEF Project Facilitator	8,755	4,377	4,377	-	-	4,377	-	-	-	-	-	-	-	4,377	-
CMS Pacific Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,447	-	-	-
Pacific Invasive Learning Network Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecosystem Based Adaptation Officer	-	-	-	-	-	-	91,497	-	-	-	-	-	-	-	-
Climate Change Coordination Officer	-	-	-	-	-	-	38,453	-	-	-	-	-	-	-	-
Secretary - Island Ecosystem Manager	1,384	-	-	-	-	-	1,384	1,384	1,384	1,186	-	1,186	-	-	1,186
TOTAL PERSONNEL COSTS	109,414	90,355	26,496	60,341	45,752	42,437	185,478	31,291	26,817	11,237	-	96,684	15,572	36,588	22,353
II. OPERATING COSTS															
Administration Expenses	16,957	3,640	1,547	29,161	2,440	3,390	17,484	737	259	237	-	1,782	446	1,224	779
General Expenses	15,646	1,700	365	18,050	1,600	900	33,690	365	590	365	-	3,915	755	1,740	240
Consultancy Expenses	22,500	2,500	12,500	85,404	-	33,500	108,000	-	-	-	-	-	-	-	-
Meetings/Conferences Expenses	17,000	5,600	2,000	148,451	12,000	2,000	40,000	7,000	2,000	2,000	-	5,000	3,700	-	-
PICT Training Expenses	8,000	4,000	4,000	-	6,000	4,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PICT Attachment Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
In-Country Assistance Expenses	22,000	33,100	7,100	20,000	-	5,000	42,500	-	-	-	-	5,400	-	4,500	-
Special Event Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direct Project Funding to Countries	133,220	217,996	145,331	-	-	24,222	-	-	-	-	-	3,500	-	36,277	7,550
TOTAL OPERATING COSTS	235,322	268,536	172,842	301,066	22,040	73,012	241,674	8,102	2,849	2,602	-	19,597	4,901	43,741	8,569
III. CAPITAL COSTS															
Capital Expenditure	-	-	-	2,500	250	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CAPITAL COSTS	-	-	-	2,500	250	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	344,736	358,891	199,338	363,907	68,042	115,449	427,152	39,393	29,666	13,838	-	116,280	20,473	80,329	30,922

Targets

- 2.1.1.1 At least 50% of all Members are implementing National Biodiversity Strategic Action Plan for equivalent targets
- 2.1.1.2 By 2015, Members have increased the number and/or extent of terrestrial and marine conservation areas effectively managed compared to the 2010 level
- 2.1.1.3 Each Member has at least one effectively managed Marine Protected Area (MPA)
- 2.1.1.4 At least one Regional Oceanscape initiative is fully operational
- 2.1.1.5 By 2015, at least two additional PICs have joined Ramsar Convention
- 2.1.1.6 By 2015, implementation of the Regional Wetlands Action Plan coordinated in collaboration with all partners
- 2.1.2.1 By 2015, five examples of EBA to climate change being implemented in PICTs
- 2.1.3.1 Roundtable for Nature Conservation working groups are fully functional and providing regional leadership and coordination on key issues
- 2.1.4.1 Members are able to spend less time on meeting MEA reporting requirements
- 2.1.5.1 Identify number of Ecologically and Biologically Significant Areas in relation to CBD and other relevant organisations and initiatives
- 2.2.1.1 Regionally marine species action plan reviewed and updated by 2012
- 2.2.1.2 By 2015, at least four additional PIC Members have joined the Convention on Migratory Species (CMS) or its relevant Memoranda of Understanding (MOUs)
- 2.2.2.1 By 2015, regional species priorities are integrated into relevant regional and international policies and programmes
- 2.2.2.2 By 2015, two regional and four national species recovery plans developed and implemented
- 2.2.2.3 New or updated wildlife legislation enacted

cont'

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2014 - By Targets
Biodiversity and Ecosystem Management

	2.2.3.1	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2014
	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	ESTIMATES
IMPLEMENTATION COSTS																
I. PERSONNEL COSTS																
Director, Biodiversity & Ecosystem Management	10,050	10,050	10,050	-	-	10,050	-	-	10,050	10,050	10,050	-	8,375	-	8,375	167,506
Biodiversity Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108,071
Terrestrial Ecosystem Management Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90,501
Coastal & Marine Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120,681
Turtle Database Officer	77,139	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77,139
Invasive Species Adviser	-	-	-	-	-	27,915	9,970	6,979	5,982	6,979	4,985	4,985	14,955	6,979	9,970	99,697
Threatened & Migratory Species Adviser	-	14,725	4,602	4,602	9,203	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92,030
Ramsar Officer - Oceania	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,503
GEF Project Facilitator	-	-	-	-	-	21,887	8,755	8,755	-	-	-	-	-	-	21,887	87,547
CMS Pacific Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,447
Pacific Invasive Learning Network Officer	-	-	-	-	-	13,097	4,366	7,858	17,462	16,589	4,366	4,366	19,209	-	-	87,312
Ecosystem Based Adaptation Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,497
Climate Change Coordination Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38,453
Secretary - Island Ecosystem Manager	1,186	1,186	-	-	1,186	-	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	19,770
TOTAL PERSONNEL COSTS	88,376	25,961	14,652	4,602	10,389	72,949	24,276	23,592	34,681	34,805	19,401	10,537	43,725	6,979	41,418	1,257,154
II. OPERATING COSTS																
Administration Expenses	2,085	831	241	157	362	20,805	1,091	898	1,714	265	213	16	543	-	187	109,483
General Expenses	6,848	1,805	905	265	315	5,545	410	580	635	1,145	625	160	925	-	365	100,449
Consultancy Expenses	-	5,000	-	-	-	52,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	321,904
Meetings/Conferences Expenses	1,500	1,500	1,500	-	-	8,000	-	-	12,500	1,500	1,500	-	4,500	-	1,500	280,751
PICT Training Expenses	1,000	-	-	1,300	1,300	7,500	5,000	-	-	-	-	-	-	-	7,500	49,600
PICT Attachment Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
In-Country Assistance Expenses	10,000	-	-	-	-	7,500	15,500	8,400	4,000	-	-	-	-	-	7,500	192,500
Special Event Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direct Project Funding to Countries	-	-	-	-	2,000	161,538	23,077	34,615	-	-	-	-	-	-	380,769	1,170,096
TOTAL OPERATING COSTS	21,433	9,136	2,646	1,722	3,977	263,388	45,078	44,493	18,849	2,910	2,338	176	5,968	-	397,821	2,224,783
III. CAPITAL COSTS																
Capital Expenditure	1,500	-	-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,250
TOTAL CAPITAL COSTS	1,500	-	-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,250
GRAND TOTAL	111,308	35,097	17,297	6,323	14,366	338,337	69,354	68,085	53,529	37,714	21,738	10,713	49,692	6,979	439,238	3,488,187

2.2.3.1 Members are using TREDS as a standard database

2.2.4.1 By 2015, status reviews of threatened species completed, resulting in a regional assessment of how much the decline in species has been arrested

2.2.5.1 By 2015, at least four additional PICs have joined CITES

2.2.5.2 Training completed for scientific authorities to implement CITES article 4 (non-detriment findings)

2.2.5.3 A model management plan for corals, dolphins, and other marine species have been developed

2.3.1.1 By 2013, regional invasive priorities are identified, based on gap analysis of the Guidelines for Invasive Species Management in the Pacific , and coordinated action to address them is undertaken

2.3.1.2 By 2015, five additional Members have National Invasive Species Action Plans, managed by National Invasive Species Committees

2.3.1.3 By 2015, environmental risk assessment is adopted and informs biosecurity and invasive species management programmes in five PICTs.

2.3.2.1 By 2015, PILN achieves comprehensive membership by PICTs

2.3.3.1 By 2015, there are high quality examples of invasive species awareness/education campaigns tailored to the region

2.3.4.1 By 2013, a case study pilot demonstrating actual and potential economic costs of specific invasive species and the economic benefits of successful responses has been carried out

2.3.4.2 By 2014, a social marketing campaign has been undertaken based on the case study to lift invasive species up the political agenda and increase financial support for control measures

2.3.5.1 By 2015, there is evidence of increased regional coordination to share information on the status and distribution of invasive species

2.3.5.2 A large scale invasive species project is included in the gEF-5 programme

2.3.6.1 By 2015 demonstration biocontrol and eradication projects have been carried out and within the GEF-PAS programme and complementary initiatives

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2014- By Targets
WASTE MANAGEMENT

	3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2014
IMPLEMENTATION COSTS	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	ESTIMATES
I. PERSONNEL COSTS														
Director Waste Management & Pollution Control	47,026	15,675	-	-	31,351	-	-	15,675	-	15,675	15,675	7,838	7,838	156,754
Pollution Adviser	23,728	29,660	-	-	-	11,864	11,864	-	5,932	11,864	5,932	-	17,796	118,640
Solid Waste Management Adviser	28,410	-	5,682	5,682	39,774	-	5,682	5,682	5,682	5,682	-	11,364	-	113,640
Hazardous Waste & Management Adviser	16,467	-	-	-	21,956	10,978	-	5,489	-	54,890	-	-	-	109,780
Marine Pollution Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GEF-PAS Coordinator	17,628	-	-	-	61,698	-	-	-	-	8,814	-	-	-	88,140
EU Waste Project Manager	50,650	-	-	-	5,065	5,065	-	5,065	-	-	30,390	-	5,065	101,300
EU Waste Project Officer	35,256	-	-	-	13,221	-	-	17,628	-	-	17,628	-	4,407	88,140
Program Assistant	2,535	2,535	-	-	2,535	2,535	-	-	-	-	2,386	-	2,386	14,910
TOTAL PERSONNEL COSTS	221,700	47,870	5,682	5,682	175,600	30,442	17,546	49,539	11,614	96,925	72,011	19,202	37,491	791,304
II. OPERATING COSTS														
Administration Expenses	148,884	7,630	130	180	26,650	500	-	-	1,500	30,060	7,010	7,530	3,500	233,574
General Expenses	9,900	4,300	1,300	1,800	8,000	-	-	-	-	3,100	-	1,800	-	30,200
Consultancy Expenses	20,000	35,000	-	-	30,000	-	-	-	15,000	175,000	71,000	105,000	22,000	473,000
Meetings/Conferences Expenses	128,000	7,000	-	-	90,000	-	-	-	-	64,000	5,000	-	13,000	307,000
PICT Training Expenses	-	20,000	-	-	5,000	-	-	-	-	58,500	-	-	-	83,500
PICT Attachment Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
In-Country Assistance Expenses	15,000	10,000	-	-	10,000	5,000	-	-	-	-	22,000	-	-	62,000
Special Event Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direct Project Funding to Countries	1,812,500	-	-	-	146,000	-	-	-	-	-	-	-	-	1,958,500
TOTAL OPERATING COSTS	2,134,284	83,930	1,430	1,980	315,650	5,500	-	-	16,500	330,660	105,010	114,330	38,500	3,147,774
III. CAPITAL COSTS														
Capital Expenditure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CAPITAL COSTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	2,355,984	131,800	7,112	7,662	491,250	35,942	17,546	49,539	28,114	427,585	177,021	133,532	75,991	3,939,078

Targets

- 3.1.1.1 By 2015, increase in proportion of waste and hazardous chemicals appropriately managed by all Members
- 3.1.1.2 By 2015, improvement in coastal marine water quality and reduction in number of pollution incidents demonstrated by at least five PICT Members
- 3.1.1.3 Waste minimisation programmes based on "refuse, reduce, reuse, recycle" principles are implemented at five high profile regional sporting/cultural events and lessons learned disseminated widely
- 3.1.1.4 Waste management communications toolkit developed by 2012 and in use by at least five PICT Members by 2014
- 3.1.1.5 Pilot schemes addressing waste, hazardous chemicals, and pollution operating and being monitored in selected Members by 2013
- 3.2.1.1 Standard methods for collection, storage, analysis and interpretation of pollution and waste management data are established and disseminated and are used by at least six PICT Members
- 3.2.1.2 Increase in the number of relevant articles published in regional and international scientific journals, proceedings, and other publications
- 3.2.1.3 By 2015, a regional overview of the status of waste and hazardous chemical management and pollution control issues published
- 3.3.1.1 Baseline analysis of capacity for waste and hazardous chemical management and pollution prevention completed, in cooperation with existing work such as that of the FAO in 2011 and reviewed in 2015
- 3.3.1.2 At least one core regional activity that addresses fundamental capacity gaps is implemented by 2012
- 3.3.1.3 By 2015, five models of good waste management and pollution-prevention practices identified and disseminated to all Members and at least one model replicated in selected Members
- 3.3.1.4 Training in best practice waste and hazardous chemical management and pollution prevention guidelines made available to all Members through a dissemination program
- 3.3.2.1 Strategy for the Pacific Ocean Pollution Prevention Programme (PACPOLI) 2010-2014 achieves its objectives.

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2014 - By Targets
Environmental Monitoring and Governance

	4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.1.3	4.1.2.1	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.1	4.2.1.2	4.2.1.3	4.3.1.1	4.3.1.2	4.3.1.3	4.3.2.1	4.4.1.1	2,014
IMPLEMENTATION COSTS	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	Estimates	ESTIMATES
I. PERSONNEL COSTS															
Director, Environmental Management & Governance	39,189	-	-	-	-	-	-	39,189	-	-	39,189	-	-	39,189	156,754
Environmental Monitoring & Planning Adviser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33,908	-	-	-	79,119	113,027
Planning & Capacity Development Adviser	-	-	-	-	-	-	-	43,295	-	-	43,295	-	-	-	86,590
Environment Planning Officer	47,127	-	-	47,127	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94,253
Legal Adviser	-	17,274	-	17,274	34,548	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69,096
GEF Support Adviser	-	-	-	-	-	98,737	-	-	-	-	-	-	-	-	98,737
Environmental Monitoring Analyst	-	-	-	-	-	-	-	-	4,698	-	28,189	-	-	61,076	93,963
Program Assistant	5,118	-	-	-	2,388	2,388	-	2,388	-	4,777	-	-	-	-	17,060
TOTAL PERSONNEL COSTS	91,433	17,274	-	64,401	36,936	101,125	-	84,872	4,698	38,685	110,672	-	-	179,383	729,480
II. OPERATING COSTS															
Administration Expenses	9,339	2,180	-	2,000	14,176	15,260	-	8,005	-	2,400	8,915	-	-	12,027	74,302
General Expenses	2,400	2,300	-	-	3,750	2,555	-	1,650	-	2,000	1,650	-	-	4,660	20,965
Consultancy Expenses	16,000	5,000	-	20,000	45,000	89,286	-	-	-	-	-	-	-	-	175,286
Meetings/Conferences Expenses	10,000	4,000	-	-	-	21,900	-	16,000	-	3,000	19,000	-	-	23,000	96,900
PICT Training Expenses	40,000	-	-	-	-	-	-	40,000	-	-	40,000	-	-	54,000	174,000
PICT Attachment Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
In-Country Assistance Expenses	25,000	10,500	-	-	75,619	21,000	-	20,900	-	19,000	27,000	-	-	37,000	236,019
Special Event Expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direct Project Funding to Countries	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL OPERATING COSTS	102,739	23,980	-	22,000	138,545	150,001	-	86,555	-	26,400	96,565	-	-	130,687	777,472
III. CAPITAL COSTS															
Capital Expenditure	-	-	-	-	-	-	-	1,500	-	-	1,500	-	-	-	3,000
TOTAL CAPITAL COSTS	-	-	-	-	-	-	-	1,500	-	-	1,500	-	-	-	3,000
GRAND TOTAL	194,172	41,254	-	86,401	175,481	251,126	-	172,927	4,698	65,085	208,737	-	-	310,070	1,509,952

Targets

- 4.1.1.1 By 2015, Pacific related models for regulator framework including EIA, IEA and SEA developed
- 4.1.1.2 By 2015, intergrated framework of enabling policies and regulation based on models in place at least 5 PICT Members
- 4.1.1.3 By 2015, needs analysis conducted in the region by means of a survey to ensure that all significant issues are canvassed
- 4.1.2.1 By 2012, national reviews of environmental law that were conducted in the 1990s are updated and published
- 4.1.2.2 National legislation in place and officers trained to implement MEA obligations
- 4.1.2.3 MEA signatories in the region propose further priorities for support from MEA conferences of parties or potential donors
- 4.2.1.1 All key economic sectors, research and education institutions in at least five PICT Members are engaged in national environmental planning
- 4.2.1.2 By 2015, regionally agreed priorities for international targets in MEAs, Millennium Development Goals and other international frameworks are mainstreamed in national policy and strategies by at least five Members
- 4.2.1.3 Gender issues are factored into environmental planning
- 4.3.1.1 By 2012, a standard regional program and guideline for training and development of human resources with technical competencies for environmental monitoring, assessment and reporting developed and tested
- 4.3.1.2 By 2015, environmental monitoring programme is established and "train the trainers" courses delivered in at least nine PICT Members
- 4.4.1.1 By 2012, a framework conducting regular regional SOE assessment and reporting together with data access and sharing arrangements established

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2014 - By Targets
EXECUTIVE MANAGEMENT & CORPORATE SUPPORT

IMPLEMENTATION COSTS	5.1.0.1 Budget Estimates	5.2.0.1 Budget Estimates	5.3.0.1 Budget Estimates	5.4.0.1 Budget Estimates	2014 BUDGET ESTIMATES
I. PERSONNEL COSTS					
Director General	295,512	-	-	-	295,512
Deputy Director General	195,495	-	-	-	195,495
Personal Assistant - Director	22,010	-	-	-	22,010
Personal Assistant - Deputy Director	24,630	-	-	-	24,630
Information Technology Manager	-	115,008	-	-	115,008
Information Resource Centre Manager	-	87,376	-	-	87,376
Finance & Administration Adviser	-	-	130,071	-	130,071
Human Resources Adviser	-	-	-	110,203	110,203
Human Resources Officer	-	-	-	59,670	59,670
Accounting & Administration Officer	-	-	59,670	-	59,670
Registry & Archives Officer	-	24,630	-	-	24,630
Finance Officer - Payroll	-	-	17,960	-	17,960
Receptionist/Customer Services Assistant	-	-	-	14,910	14,910
Driver/Clerk	-	-	10,440	-	10,440
Cleaner/Teaperson	-	-	8,680	-	8,680
Property Services Officer	-	-	17,110	-	17,110
Gardener/Groundsman	-	-	8,680	-	8,680
Internal Auditor	102,622	-	-	-	102,622
Monitoring & Evaluation Officer	85,310	-	-	-	85,310
Financial Accountant	-	-	90,900	-	90,900
Project Accountant	-	-	78,120	-	78,120
Finance Officer - General	-	-	17,960	-	17,960
Finance Officer - Accounts Payable	-	-	17,980	-	17,980
Assistant Finance Officer	-	-	10,440	-	10,440
Registry & Archives Assistant	-	16,680	-	-	16,680
Cleaner/Teaperson	-	-	8,680	-	8,680
Conference & Travel Officer	-	-	59,670	-	59,670
IT Networks & Systems Support Engineer	-	104,526	-	-	104,526
Web Application Developer Specialist	-	87,312	-	-	87,312
Information Management Officer	-	17,110	-	-	17,110
Communications & Outreach Adviser	-	105,821	-	-	105,821
Media & Public Relations Officer	-	97,253	-	-	97,253
Publications Officer	-	72,560	-	-	72,560
Systems Developer Administrator	-	81,556	-	-	81,556
Knowledge Management Officer	-	4,911	-	-	4,911
Legal Adviser	46,064	-	-	-	46,064
HR Officer - PDP	-	-	-	17,110	17,110
HR Officer - HRIS	-	-	-	17,960	17,960
Prov-Overtime, Performance Increment	3,210	2,140	12,840	3,210	21,400
TOTAL PERSONNEL COSTS	774,853	816,883	549,201	223,063	2,364,000
II. OPERATING COSTS					
Administration Expenses	10,400	3,840	31,000	-	45,240
General Expenses	19,130	175,600	390,300	81,500	666,530
Consultancy Expenses	190,000	22,500	-	10,000	222,500
Meetings/Conferences Expenses	127,000	13,000	10,000	10,000	160,000
PICT Training Expenses	-	16,500	-	-	16,500
PICT Attachment Expenses	-	3,500	-	-	3,500
In-Country Assistance Expenses	-	10,000	-	-	10,000
Special Event Expenses	210,000	16,000	-	-	226,000
Direct Project Funding to Countries	-	6,500	-	-	6,500
TOTAL OPERATING COSTS	556,530	267,440	431,300	101,500	1,356,770
III. CAPITAL COSTS					
Capital Expenditure	3,000	63,400	173,000	56,000	295,400
TOTAL CAPITAL COSTS	3,000	63,400	173,000	56,000	295,400
GRAND TOTAL	1,334,383	1,147,723	1,153,501	380,563	4,016,170

Outputs :

- 3.1 Executive Management.
- 3.2 Information and Communication
- 3.3 Finance and Administration
- 3.4 Human Resources

**CORPORATE SERVICES BUDGET
FOR THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2014**

Audit Fees		20,400
Bank Charges		10,000
Capital Acquisitions		
- Office Equipment	211,700	
- Computer Equipment	63,700	
- Capital Improvements	<u>20,000</u>	295,400
Communications Costs		62,130
Consultancies		222,500
Cost benefit analysis		40,000
Electricity Expenses		120,000
Insurance Expenses		110,000
Duty Travel		
- Airfares	101,500	
- Perdiems	<u>58,500</u>	160,000
Miscellaneous Expenses		20,340
Motor Vehicle Expenses		10,000
Office Supplies		14,200
Official Hospitality Expenses		10,000
PICT training & attachments		36,500
Postage & Freight Expenses		10,800
Printing & Publications Expenses		45,800
Repairs & Maintenance		
- Building	20,000	
- Office Furniture & Equipment	13,200	
- Grounds Keeping	12,700	
- Other	<u>3,000</u>	48,900
Security Costs		28,000
Software Costs		71,800
SPREP Meeting		
- Airfares	18,500	
- Per diems	7,500	
- Translation/Interpretation Expenses	140,000	
- Other Expenses	<u>20,000</u>	186,000
Staff Amenities		19,600
Staff Development Expenses		50,000
Stationery Expenses		9,900
Subscription/Licensing Fees		21,900
Translation/Interpretation Expenses		<u>28,000</u>
Total Operating & Capital Expenditures		<u>\$1,652,170</u>

DIAGRAMME 1

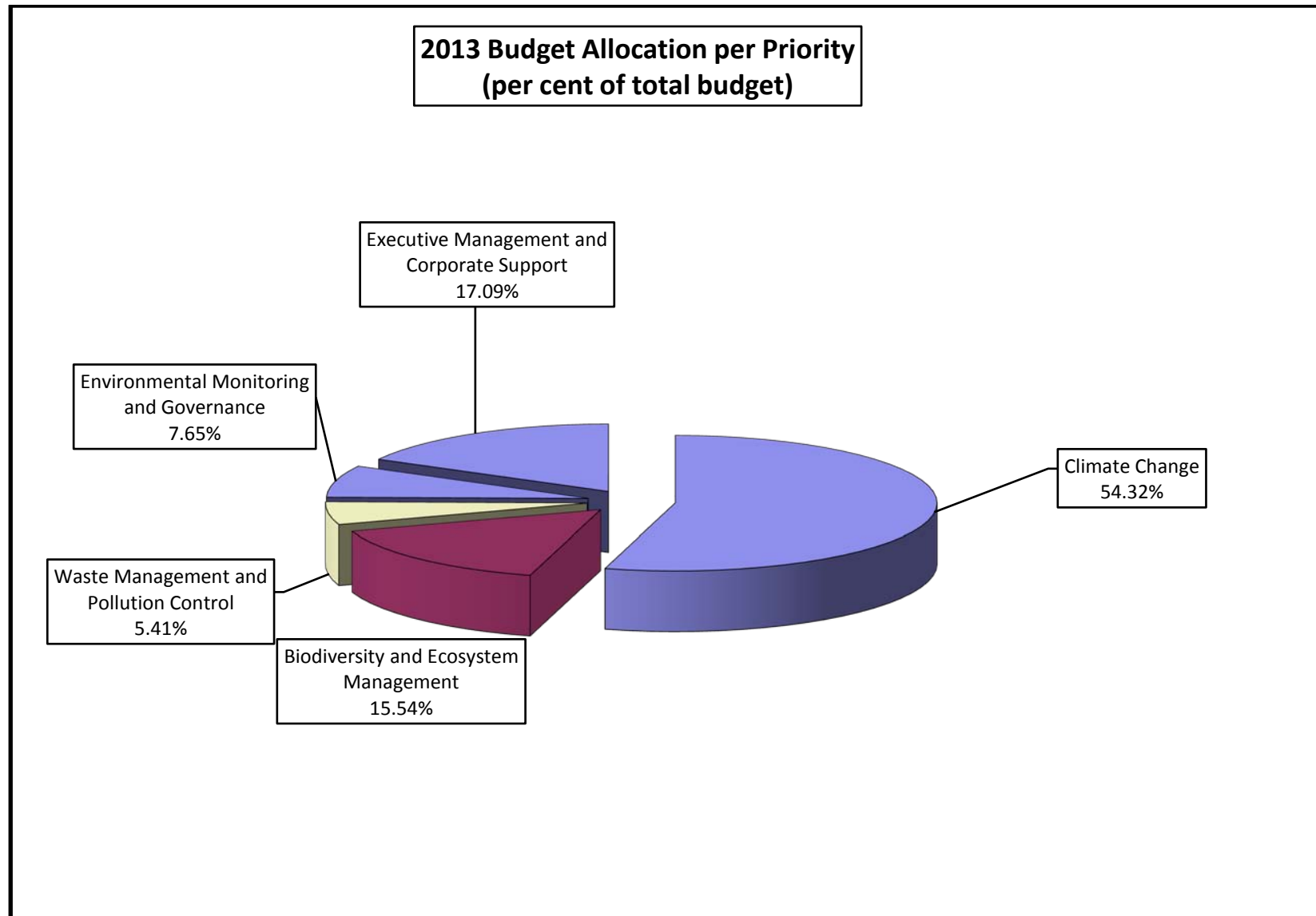


DIAGRAMME 2

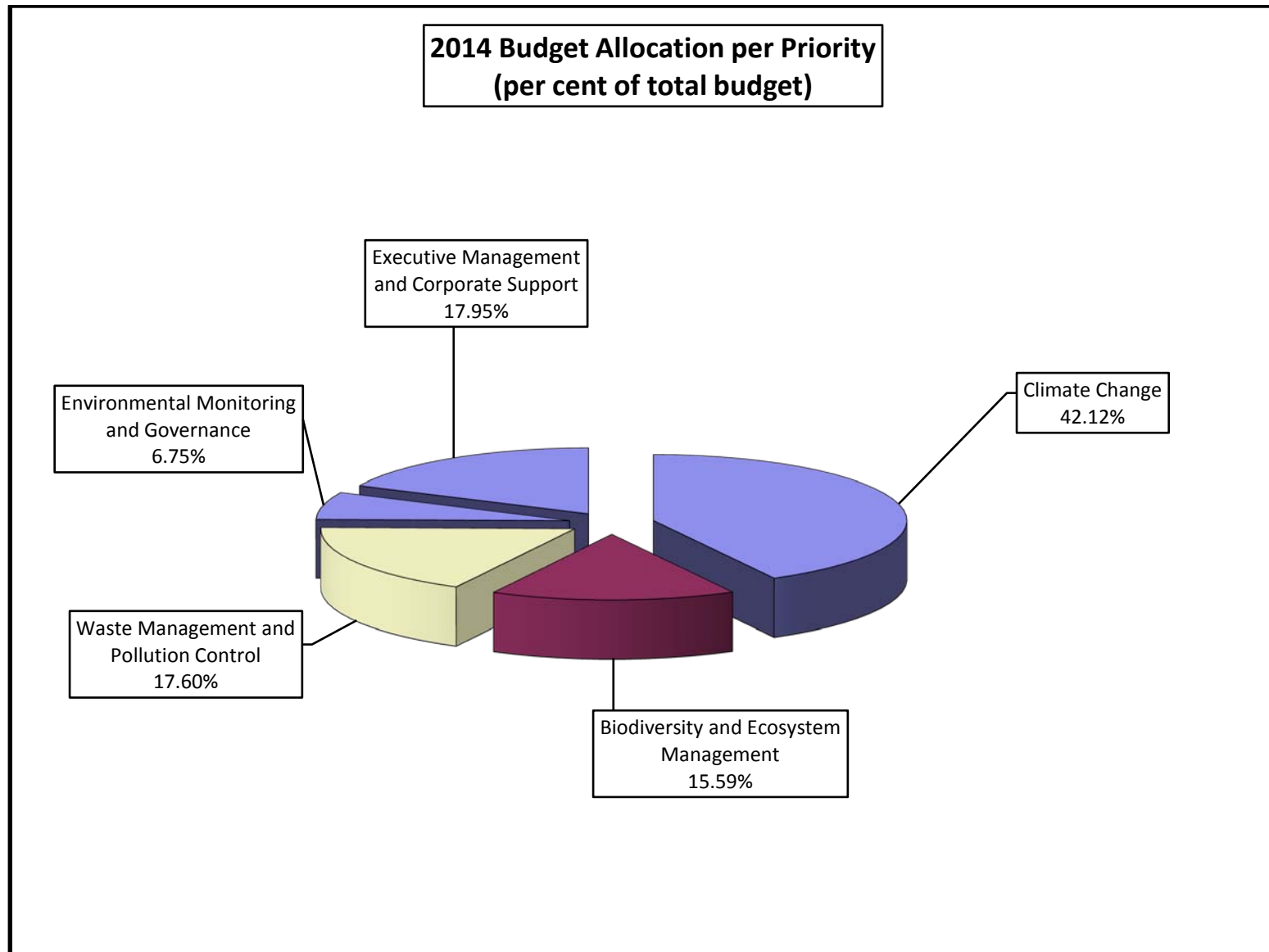


DIAGRAMME 3

